

# Le libertaire

Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
(Cinéma postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 10 fr.	Trois mois... 7 fr.

Chèques postaux : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Vanité! Patriotisme! Commercialisme!

Parce qu'un équipage français, à bord d'un appareil français, a enfin, pour la première fois, réussi à franchir l'Atlantique, voilà la grande presse déchaînée. C'est à qui fera le plus de tapage autour de ce « raid sensationnel », de cet « exploit qui replace d'un seul coup notre aviation au tout premier rang, parmi les meilleures. » Pas moins!

L'amusant, c'est que les officiels avaient d'abord si peu montré d'enthousiasme qu'ils s'étaient même arrangés pour boycotter le projet et que les aviateurs, sûrs de ne pas obtenir l'autorisation de partir de France avaient dû aller auparavant en Amérique pour tenter de là la traversée. Sans doute n'était-on pas sans redouter, en haut lieu, un nouvel échec, qui après tant d'autres piteusement ou tragiquement célèbres, aurait encore porté un coup au prestige de l'aviation française déjà trop compromise. Ainsi le gouvernement trouvait plus sage de décaler à l'avance sa responsabilité.

Mais puisque tout s'était bien passé, les autorités pouvaient sans crainte sortir de leur réserve afin de partager le triomphe. Et les « huiles » gouvernementales se rendirent donc en grande pompe au lieu d'atterrissage pour recevoir et féliciter les héros de ce nouveau raid transatlantique.

Au Bourget, ce fut la ruée ordinaire qui marque ces sortes de liesses patriotiques et sportives : les beuglements frénétiques, les bousculades qui concrétisent l'enthousiasme de l'orgueil national satisfait. Bref, une belle journée à inscrire à la gloire de l'aviation française!

D'aucuns se lamentent bien que le succès n'égale pas celui remporté par la prouesse de Lindbergh, encore inégale, de sa part, de sa tactique et de sa méthode. Assolant, Lefebvre et Lotti ne sont pas arrivés, en effet, directement au but. Venu se poser d'abord en Espagne, il ne leur a fallu pas moins de deux escales pour de là se rendre à l'aéroport du Bourget. Ces contretemps ont mitigé le triomphe. Avalant, dus à la présence inattendue d'un passager supplémentaire, plaident les feuilles nationalistes.

Peut-être. En tout cas, il est indéniable que ce raid, vu les conditions dans lesquelles il a été entrepris, c'est-à-dire sans préparations techniques, n'apporte rien, ni à l'aviation française — ce qui a peu d'importance — ni à la science aéronautique en général, ce qui est plus grave. C'est une traversée qui relève principalement de la fantaisie et dont le succès est surtout imputable au hasard. Les aviateurs avouaient eux-mêmes ne pas savoir au juste, en partant, la route qu'ils emprunteraient. Ils allaient à l'aventure, sans certitude dans l'itinéraire. Et leur raid terminé en apothéose aurait tout aussi bien pu se clore par un retentissant fiasco. Le hasard les a servis. Tant mieux pour eux.

Cependant, on loue leur vaillance, leur magnificence audace : il serait peut-être plus juste de parler de leur vanité.

Car enfin, c'est par esprit de revanche qu'ils sont partis, uniquement pour rattraper leur piteux échec d'il y a un an, échec pour lequel ils avaient dû subir maintes critiques exemplaires d'amenité. Evidemment cette nouvelle expérience pouvait leur coûter cher, mais puisqu'ils tenaient à toute force à venger leur amour-propre blessé! Aussi bien, autant on pourrait s'incliner s'il se fût agi d'un essai susceptible d'apporter des améliorations à la science aéronautique, autant cette épopée sportive, accomplie par sainte gloire, mérite peu d'intérêt.

Les aviateurs soucieux de réparer, coûte que coûte, un échec : un fils de famille avide d'une réclamation tapageuse et inédite, tels sont les nouveaux « héros » de l'Atlantique. Sans oublier la bonne réclamation faite tant au constructeur Bernard, qu'à la marque Hispano-Suiza et qu'aux pneus Dunlop, et qui, elle aussi, aide à classer la prouesse de l'Oiseau-Jaune. Il y a là, peut-être de quoi exciter la presse bourgeoise et la foule des badauds — d'autant plus que personnages et appareils sont des produits nationaux — mais il y a aussi de quoi laisser parfaitement indifférents ceux qui réfléchissent.

Tous les jours, des gens risquent leur vie, non pour satisfaire un désir d'amour-propre, mais pour chercher

un soulagement aux maux de l'humanité. Ceux-là n'ont ni riches commanditaires pour subvenir aux frais de leurs coûteux travaux, ni foule pour les acclamer. On les ignore. Mais que quelques vaniteux se risquent à la légèreté, pour des motifs futiles, c'est le délire.

Encore une constatation, pas nouvelle, et qui ne prouve pas encore un très haut degré de mentalité.

### EN RUSSIE

## Guezzi condamné sans jugement

Il nous parvient que Guezzi, le militant anarchiste italien qui avait été arrêté en Russie, dans les conditions que nous avons relatées, a été condamné administrativement à trois années d'emprisonnement par les policiers-juges à tout faire de M. Staline.

Il faut que la protestation mondiale se fasse entendre tout de suite et énergiquement aux oreilles des bourreaux bolchevistes.

Il faut sauver Guezzi.

## Autour de l'affaire Bartholomei

### Un meeting à Liège

Droit d'Asile ont parlé du cas Bartholomei à Liège le 15 courant. Voici l'ordre du jour qui fut adopté :

La classe ouvrière révolutionnaire de Liège et des environs, après avoir entendu les orateurs qui sous l'égide du Comité du Droit d'Asile ont parlé du cas Bartholomei et de la répression fasciste internationale : Convinqués que l'attentat commis à Joux est nettement politique, demande que l'extradition demandée par le Gouvernement français soit refusée.

Marquant son entier accord sur la question de la défense, des expulsions administratives et des extraditions, elle réclame énergiquement le respect du Droit d'Asile pour les proscrits politiques, et est décidée à mener la lutte pour qu'entière satisfaction soit accordée aux réfugiés politiques. Exige en plus la libération immédiate de Bartholomei, sa peine étant terminée, proteste avec véhémence contre l'atteinte portée à la liberté de réunion par l'arrestation du camarade Lemeillour de l'Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire de France, appréhendé, dès le début de son exposé.

### La réaction belge veut interdire toute action en faveur de Bartholomei

A la suite de l'arrestation de notre camarade Lemeillour, le Comité belge du Droit d'Asile nous a fait parvenir — par l'entremise de Hem-Day — la protestation suivante :

Le Comité du Droit d'Asile avait organisé le 15 juin, un meeting à Charleroi. La police aux ordres de la réaction capitaliste, par un sabotage systématique, empêcha toute préparation de ce meeting en interdisant l'affichage.

Le lendemain, 16 juin à Liège où un autre meeting se tenait, la gendarmerie envahit la tribune au moment où le camarade Lemeillour de l'Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire de France prenait la parole et l'arrêta.

La réaction est aux abois. Notre campagne l'inquiète, elle veut l'empêcher.

Tandis que la police Liégeoise était mobilisée il y a quelques semaines pour protéger le fasciste français Laporte, en dépit de toute légalité, des camarades étrangers venus pour apporter leur solidarité à l'action en faveur de Bartholomei, se voient traqués et emmenés comme de vulgaires malfaiteurs.

Le Comité de Droit d'Asile proteste avec la plus grande énergie contre ces scandaleux agissements des autorités et est décidé à en appeler à l'opinion publique car il entend poursuivre son action jusqu'à l'entière libération de Bartholomei.

Notre camarade Lemeillour, qui nous a rendu visite depuis ces événements, a été conduit à Bruxelles par les gendarmes, puis à la frontière où l'on se décida à le relâcher.

Après cela, on viendra nous parler de la liberté sous le régime libéral belge et du « droit d'asile » de la Belgique, dont le courageux Bartholomei apprécie présentement les douceurs.

## POLITIQUE ALIMENTAIRE

Les postes ou emplois de « conseillers municipaux » seront tenus désormais six ans au lieu de quatre. Le pourquoi de cet allongement, je ne le vois pas bien et il est probable que tout électeur conscient ne le voit pas mieux. Dans un régime de démocratie il n'est évidemment pas nécessaire que le peuple souverain, intervienne de quelque manière que ce soit dans l'élaboration de réformes, appelons cela des réformes, par quoi se manifeste la vie politique. Il lui suffit, à ce peuple souverain, d'accomplir le geste qui fait l'élu. Après cela, le maître débarras d'un moment de vie politique à qui les « mandataires » munis en souverains réels, administrent la médecine des lois. Le peuple-sujet a perdu depuis très longtemps d'ailleurs, la faculté de réagir sous l'action du médicament. Il est permis aujourd'hui de l'intoxiquer à plaisir, de le dépouiller, de le rosser sans crainte d'un réflexe. Les élus une fois élus, n'ont aucune raison de ménager l'électeur, sauf aux approches des élections peut-être, s'étant aperçus que l'électeur est un animal qui aime à être battu.

Le prolongement du mandat municipal est un acte de bon plaisir parfaitement dans la norme.

Il affirme la suprématie du politique sur le vulgaire. Il renforce le système parlementaire par la base. Les conseils municipaux sont, en effet, une pépinière à politiciens. Le Parlement se recrute presque entièrement dans leur sein. On conçoit tout l'intérêt que la stabilité du poste municipal présente pour ceux-là qui sont appelés à jouer les grands premiers rôles sur la scène nationale. Et l'on n'est point surpris de trouver parmi les protagonistes de la réforme de ces socialistes à qui la République des camarades ne saurait rien refuser.

C'est une des tares capitales de la démocratie de développer la vénalité des individus. Dans le régime tout s'obtient à force de courbettes, de genuflexions, de démarches, de relations, de protections, de coups de piston. Or, comme l'Etat, dans l'ensemble, est un dispensateur puissant sur lequel convergent tous les regards de la multitude gouvernée en quête d'une amélioration, d'un passe-droit, d'une faveur, d'un emploi, comme l'Etat, avec toutes ses institutions, est aussi un formidable oppresseur capable d'annuler pour ainsi dire mécaniquement l'homme qui réclame justice ou qui maintient son droit, on juge de l'avantage que prennent sur leurs concitoyens les hommes impartis d'une parcelle de puissance et à même par conséquent de rendre quelques services.

L'exemple de ce qui se passait dans la plus haute antiquité, les personnages consulaires de la République romaine — et il faut entendre par personnage consulaire tout politicien ayant le pied dans l'étrier — sont accompagnés d'une clientèle innombrable. La quasi totalité de leurs fidèles électeurs leur est redevable de quelque apostrophe ou service. Mais, à la différence de l'antiquité, les frais qu'entraîne le train de maison politicien ne sont plus payés par les personnages consulaires ; ils sont payés en bloc par la collectivité et en détail par des quémandeurs pots deviniers, car il y a des services qui s'achètent et qui s'achètent même très cher.

Il n'est donc pas surprenant que la politique soit considérée sous un angle alimentaire tant par l'élu que par l'électeur. Plus nous allons, plus le côté basement alimentaire de la politique apparaît avec évidence. La clientèle des politiciens ne fait que s'étendre parallèlement au développement de l'étatisme dans tous les domaines, et en fonction des difficultés de vie matérielle grandissante, de la précarité des conditions, de l'encerclement de l'individu par les forces oppressives.

La civilisation capitaliste tend à faire de la Société une vaste geôle où il n'y aura bientôt de libre que les gendriers. Les ambitieux, les sans-scrupules, les forts, les bien-armés tentent l'escalade du Pouvoir — étant démontré électoralement que cette escalade est possible. Les craintifs, les faibles leur font escorte, espérant aide et protection et sachant qu'il vaut mieux être du côté du manche que du côté de l'enclume. Tout cela est dans l'ordre humain ou si l'on veut inhumain, des choses. Tout cela explique que malgré la diffamation qui s'abat sur le Parlement, l'institution prospère de toutes les misères et de toutes les déchéances que l'ordre capitaliste produit fatalement.

Les choses iront ainsi de mal en pis jusqu'au jour de la catastrophe d'où jaillira quelque dictateur, car il serait téméraire pensons-nous, d'envisager avec la dose d'esprit esclavagiste répandu par le monde, l'éclosion d'une société libre, à l'avènement de laquelle cependant il faut travailler avec toute l'énergie qui se dégage de la conscience philosophique.

RHILLON.

### ES-TU ABONNÉ, CAMARADE ?

Si non abonne-toi sans retard, ce faisant, tu donneras plus de ressources à ton « Libertaire » et tu aideras les camarades, qui en ont la charge, à agrandir son format.

## POUR L'AMNISTIE EN BULGARIE

Vous lirez en troisième page, amis lecteurs, ce qu'est l'existence, en Bulgarie, de nos camarades emprisonnés.

Plus que dans n'importe quel pays de dictature, les militants ouvriers ont à subir, là-bas, les féroces effets d'une répression que rien n'atténue et qui s'acharne sur le vaincu, sur le prisonnier sans défense.

Cela a trop duré et il faut que cela cesse.

Vous viendrez donc crier votre dégoût de pareilles choses et manifester votre solidarité envers les emprisonnés bulgares au

## MEETING MONSTRE

que l'Union Anarchiste et le Comité de Défense Sociale organisent aux SOCIÉTÉS SAVANTES, 8, rue Danton, VENDREDI PROCHAIN, 28 courant, à 20 h. 30.

Y prendront la parole : Han RYNER, Pierre BESNARD, Pierre LEMILLOUR, Georges PIOCH, M<sup>r</sup> JUNKER, Bernard LECACHE, Louis LOREAL, Robert LAZURICK.

## Partis de gauche et classe ouvrière

Deux questions, entre tant d'autres, viennent de mettre en lumière l'attitude, pour le moins embarrassée des « partis de gauche » en face de problèmes vitaux pour la classe ouvrière. Question d'ordre au premier aspect assez différent : celle de la grève des postiers et celle de la ratification des dettes.

L'assaut peu périlleux livré au ministère Poincaré au sujet des révocations se transforma assez vite en querelle assez éditante entre les co-assaillants. Les radicaux avaient eu la roserie de déposer un ordre du jour par lequel tout en blâmant les rigueurs et les maladroitures du Gouvernement, ils déclaraient nettement le « droit » à la grève des employés d'un service public. Les socialistes ne pouvaient tout de même pas aller jusqu'à une condamnation aussi « explicite » du mouvement dont on déclarait défendre les victimes.

Mais, leur rétorquaient les radicaux, nous ne pouvons tout de même pas nous réclamer d'autres principes que de ceux que nous appliquons au gouvernement. Et vous-mêmes, à propos, qu'est-ce que vous feriez si vous étiez au pouvoir, comme vous en avez l'ambition avouée, qu'est-ce que vous feriez si l'on vous déclenchait méchamment un mouvement de ce genre ?

La discussion, instituée à la Chambre, continua dans les journaux. Les socialistes reprochèrent à leurs « amis » d'avoir soulevé inopportunistement une question sur laquelle ils étaient tout de même obligés de ne pas leur donner raison. Comment voulez-vous qu'on croie que nous sommes destinés à faire de grandes choses ensemble si vous vous efforcez à nous montrer en désaccord. Un bon ménage n'étale pas ses petites querelles devant les étrangers. Et puis qu'est-ce que cette façon de vouloir nous poser des « colles » pour nous embarrasser. Ce n'est pas de jeu.

Tant bien que mal, en termes plus ou moins entortillés ils finirent tout de même par répondre à la « colle ». Il résulte de déclarations « autorisées » (Léon Blum, Populaire) que s'ils avaient été au pouvoir, sous telles conditions énumérées, ils auraient assuré la continuation du service public menacé par les grévistes (ah ! mais qu'ils n'auraient pris contre eux par la suite aucune mesure de représailles. S'y fie qui voudra et s'en satisfasse qui pourra.

Supposons maintenant que les postiers révoqués aient trouvé non pas l'appui plus ou moins fervent des radicaux et des socialistes, mais celui d'une classe ouvrière unie, chacun gardant la plénitude et l'indépendance de ses opinions pour la défense des siens, pour la défense du « droit à la grève » des travailleurs des services publics et de tous les travailleurs, cela aurait infiniment mieux valu pour leur cause dans le présent et l'avenir que les assurances assez peu rassurantes de Léon Blum.

Autre sujet : la question des dettes interalliées, la question des réparations, la question du plan Young.

De quoi s'agit-il ? De versements de centaines de milliards à prélever sur les producteurs de certains pays au profit des ploutocrates de certains autres. De versements s'échelonnant sur plus d'un demi-siècle. Si bien que si les ordres établis subsistent, ces chiffons de papier devraient exercer encore leurs effets sur les arrière-petits enfants de ceux qui les devront signer.

Et quelle est l'attitude de nos partis de gauche ? Ils ergotent sur des points de détail.

Les accords seront-ils ratifiés par décret ou par loi ? Respectera-t-on les prérogatives sacrées du Parlement. Voilà la question qui passionne.

D'autres s'inquiètent de préciser qu'on ne devra en aucun cas plus payer à l'Angleterre et à l'Amérique qu'on n'aura reçu de l'Allemagne.

Quelques-uns parlent timidement de ré-

duction de créances qu'on aurait peut-être pu obtenir mais nos partis de gauche ne semblent guère s'y être beaucoup arrêtés.

Au moment où j'écris, on ne sait pas encore si les socialistes voteront pour ou contre les fameux accords ou s'abstiendront. Peut-être ne le savent-ils pas eux-mêmes.

Il ne s'agit point de récriminer. Les partis de gauche, les partis politiques de toute espèce sont ce qu'ils sont. Je dirais volontiers : ce qu'ils doivent être. Ils ne peuvent pas défendre la cause du prolétariat d'ici ni du prolétariat international, ni même en avoir conscience.

Je parlais un jour avec un socialiste, de son parti et mes appréciations n'étaient pas très enthousiastes.

« Que veux-tu, me dit-il, nous sommes un parti qui aspire au pouvoir et qui se doit comporter comme tel. »

Je ne veux point nier les tares et les corruptions du monde politique. Mais ce n'est point ce qu'il comporte de plus grave. Mais quant au principe du paiement de toutes ces dettes, on ne songe guère à le mettre en discussion.

Mais quant au principe des dettes de guerre de toute espèce, intérieure ou extérieure, au titre « allié » ou au titre « réparation », on ne le conteste pas. Léon Blum a, par exemple, au Congrès socialiste de Nancy fait sur la légitimité et le légitime emploi à faire des paiements de réparations un discours dont on a dit en compliment que c'était celui d'un « homme de gouvernement ».

On peut se poser, au moins théoriquement, ces questions : Les ouvriers, les travailleurs, ceux qui font les frais de tous les impôts, ont-ils intérêt à supporter le poids de toutes ces dettes ? Et d'autre part les aigreurs, les ressentiments bien naturels de ceux qui, à tort ou à raison, s'estimeraient supporter plus cruellement que ceux d'autres peuples, les conséquences de la guerre, ne constitueraient-ils pas des éléments très favorables pour le développement des nationalismes et des risques de nouvelles guerres ?

Quelques-uns ont peut-être effleuré ces questions.

Le plus important n'est-il pas qu'il y ait des traités, des vendus et des sceptiques. Les assemblées et les partis politiques seraient composés de saints et de héros que rien n'en irait mieux pour ça.

Quand on entend se servir des méthodes d'autorité et de gouvernement, quand on entend se servir de la force armée et de la police, quand on entend se servir de la machinerie d'Etat, fût-ce dans les buts les plus louables, on en arrive naturellement à combattre tout ce qui est révolte, tout ce qui est naturel, spontané et compromettant. à consentir à toutes les concessions ou à toutes les cruautés qui permettront l'accession et le maintien au pouvoir.

Mais, me dira-t-on, cette classe ouvrière dont vous parlez, et que vous opposez aux partis, ne vous dément-elle pas ? N'est-ce pas elle qui fait la force et le soutien des hommes du socialisme ou du bolchevisme. Quand, pis encore, elle ne s'abandonne pas à l'indifférence.

Eh ! sans doute. Et sans doute aussi que beaucoup de bonnes et droites volontés ont été capotées et gâchées, utilisées à de piteuses et parfois sinistres besognes.

Mais assez d'expériences ont été faites pour désabuser les dupes. Nous avons des motifs d'espérer un renouveau du prolétariat européen. Pour s'affranchir des conséquences de la guerre, pour s'unir afin de rendre impossible un nouveau massacre fratricide, pour résister à la surexploitation d'un patronat « rationalisé » il devra s'unir et reprendre conscience de lui-même. On pourrait presque dire qu'il y sera obligé. La jeunesse ouvrière d'aujourd'hui a un rôle immense à jouer.

EPSILON.



# LES JARDINS OUVRIERS

Il y a 20 ou 30 ans que des sociétés dites « Jardins Ouvriers » ont commencé à se fonder un peu partout, dans les centres industriels d'abord ; elles ont toutes prospéré, elles ont essaimé ; parallèlement au mouvement des « Sociétés d'Horticulture ».

Qui est à l'origine de ce mouvement ? Bastien vous répondra : Les patrons et les curés. C'est vrai, mais là n'est pas la condition du succès, elle est ailleurs. Sans doute, l'insuffisance des salaires pousse l'ouvrier à jardiner après sa journée de travail pour se procurer des légumes qui paraissent ne rien coûter. Mais on voit aussi l'ouvrier à haut salaire, l'employé, le fonctionnaire, le rentier, chercher un jardin et y consacrer bonne part de leurs loisirs : ce n'est pas la nécessité qui les y pousse ; peut-être l'amour du lucre, pour ces clients des caisses d'épargne et de Marthe Hanau ; mais plus encore l'amour de la terre, le besoin de la gratter, l'hérédité des ancêtres : l'ouvrier d'usine et le bureaucrate ne sont-ils pas fils ou petits-fils d'ouvriers agricoles ? Voilà nos origines à tous ; pas besoin de chercher jusqu'à la quatrième génération !

Eh bien ! les patrons et les curés, en roublards qu'ils sont, n'ont fait qu'utiliser et canaliser cette nostalgie de la terre en créant les jardins ouvriers. Et si ces sociétés, au lieu de précéder comme tant d'autres, sont toutes florissantes, c'est qu'elles avaient pour base un vieil instinct humain très profond, très vivace, imprévisible.

C'est bien joliment de rester à cheval sur les principes en disant : les jardins ouvriers ça va contre les revendications ouvrières, contre le syndicat, ça détruit pratiquement la journée de huit heures, le patron en est le seul gagnant, etc., etc. Ça c'est de la théorie, et pratiquement ça n'entraîne pas d'une ligne l'essor des jardins ouvriers.

Nous laissons nos ennemis s'insinuer partout où il y a quelque chose à faire et puis nous nous étonnons de leur emprise sur les masses ! Ce ne sont pas les sermons qui font la force des curés, mais bien toutes les œuvres de caractère social où ils ont réussi à s'implanter, où ils règnent, sans même que nous essayions de leur barrer le chemin.

Vous me direz : « Nous n'avons que faire aux jardins ouvriers, c'est un machin abruti-sant et voilà tout ».

Sans doute, maintenant que la Société des Jardins Ouvriers de votre localité fonctionne — et se cristallise dans ses statuts — vous n'avez plus rien à y faire, mes pauvres camarades. C'est à sa fondation qu'il aurait fallu être là.

— Qui, mais — et la majorité ? Que peut-on faire, seul de son opinion ?

— Parfois, beaucoup ; mais si votre point de vue n'est pas adopté, vous avez toujours la ressource de faire beaucoup de bruit, de claquer la porte et d'aller à deux pas de là fonder une société sur d'autres bases.

— Et quelles bases ?

— Mais voyez donc les principes de ces jardins ouvriers : location des terrains, sous propriété (1) par location-vente, inspections des jardins et prix déterminés par un jury, don de graines aux ouvriers bien sages. Cela ne vous révolte pas ?

Je suis triste quand je vois ces petits carrés bien alignés, conquis sur le marais par un effort disproportionné au résultat. Par les saisons sèches ils réussissent ces jardins-là, mais en année ordinaire les pommes de terre s'y gâtent, les laitues et les fraises y pourrissent ; les légumes y sont sans suc — des éponges. Chacun a la crainte que le voisin lui prenne un mètre de terrain, ou ait un meilleur emplacement, il y a des jaloux sans fin.

Comme il serait plus rationnel et plus humain de faire du jardinage en commun — par équipes.

Des équipes trop nombreuses, cela n'irait pas, il y aurait peut-être des autorités et des tire-au-flanc ; mais par petites bandes de moins de dix, on pourrait faire des réalisations très intéressantes : terrains appropriés aux cultures, et vastes carrés consacrés à chaque légume : champ de pommes de terre et de gros légumes qui peut être labouré à la charrue en plaine et non dans un marais ; discussions de méthodes de culture, achats en commun de graines et d'engrais, répartition des produits.

Répartition des produits ! C'est là qu'il s'agit d'être présents ! C'est là qu'on va faire l'apprentissage de la commune libre ! La première idée qui vient à tous, c'est de faire des parts égales ; mais Jules a des gosses, et Pierre n'aime pas les patates ; que de choses à considérer pour être justes et ne froisser personne ! Puis il y aura la question de la conservation des produits : tout le monde n'a pas une bonne cave, surtout en ville. On peut avoir intérêt à grouper les produits d'hiver, pour les répartir chaque semaine ; pour les produits saisonniers, c'est tous les jours qu'on les récolte. Le jardin en coopération peut donner l'idée de confitures, conserves, voire cuisine en commun.

Et le terrain ? A qui ? Loué, ou acheté par la Société, demandez à Bastien les statuts de « La Maison Commune », ils peuvent s'adapter à toute « propriété commune ».

Le champ commun, le jardin commun, c'est la promenade trouvée, le but du dimanche ouvrier : aisé d'en réserver un coin pour les jeux des enfants, que leurs mères surveillent en coussant...

Et le jardin individuel, ne le regretterait-on pas ? Le coin aimé, personnel, fleuri ? Il disparaît, dans le jardin coopératif.

Je sais que, sous couleur d'individualisation, se réfugie souvent un vieil instinct de propriété. Soit : l'ouïe aime cultiver la rose, et l'autre l'artichaut. Un de mes frères enfant, s'était passionné, plusieurs fois pour la production du cornichon ; avec quelques mètres de terrain, il en approvisionnait toute la famille, et puis l'épicerie voisine, qui le payait en dragées. Cette véritable histoire, à l'appui de mon dire : on aime cultiver une plante, non pas toutes. Le jardin familial devient une corvée, surtout quand il est grand et qu'il faut le retourner entièrement à la bêche ; il y a toujours des légumes qu'on y réussit moins, parce qu'on ne peut s'intéresser également à toutes les cultures. Mais en marge du jardin coopératif, chacun ne peut-il se réserver une plate-bande ou un massif pour des essais personnels ? Mais si, c'est affaire de mise au point : le collectif et l'individuel ne sauraient s'exclure sans dommage ; pour une bonne harmonie du groupement, ils doivent coexister.

Un jardin coopératif bien tenu aura son journal où mentionner les achats, le temps de travail, la quantité et la valeur des produits,

leur répartition. — Pourquoi la valeur des produits ? Parce que le côté pratique doit apparaître : il ne peut y avoir d'évaluation de la quantité de bonne humeur et de solidarité qui se récolte dans un groupe humain ; mais il est utile de savoir si l'on a effectué un travail productif ou ingrat ; cela, c'est un rudiment de la gestion d'entreprises qui peut nous incomber demain...

Des camarades estimeront que je vois beaucoup de choses, par l'imagination, dans un vulgaire champ. Qu'ils essayent, ils en trouveront d'autres que ni eux ni moi n'avons prévues.

Seulement, qu'ils essayent, avec les lumières de quelques-uns déjà familiarisés avec le jardinage. Si l'on veut faire quelque chose d'un peu important avec des collaborateurs dont pas un seul n'est compétent, il est évident qu'on va au-devant d'un échec. C'est l'une des causes, et non la moindre, de la mort de tant de « colonies ». Il ne faut pas que le jardin, en coopération, produise moins qu'individuellement — alors que, bien organisé, il produit davantage. Il faut que le plus simple puisse faire la comparaison suivante : « L'an dernier, aux « Jardins Ouvriers », j'ai eu des pommes de terre, mais elles se sont gâtées vite et j'ai dû en jeter la moitié ; j'ai eu trop de carottes et pas assez de poireaux ; trop de laitues et pas assez de chichoues ; des tomates qui ont gelé avant maturité... (c'est l'image de tous les jardins individuels) ; cette année « au jardin coopératif » j'ai eu des légumes plus variés, en qualité et quantité convenables ; rien n'a été gâché et personne n'a manqué d'aucun légume ; l'an prochain je remettrai ça et j'amènerai des copains ; dans quelques années, nous serons plusieurs équipes et nous ferons tout le gros de la besogne à la machine ; ainsi nous pourrions nous occuper de légumes fins, de fruits, de fleurs ; et nous aurons encore du temps de reste, pour nous reposer ou nous distraire. »

Si l'on m'objecte que ce terre-à-terre n'est pas de l'éducation, ou bien embryonnaire, qu'on me montre un peu les travaux de nos groupes l'été, alors que la chaleur interdit toute discussion sérieuse, tout travail cérébral utile ! Certains groupes organisent des balades, ça prend dans les très grandes villes ; mais dans les villes petites ou moyennes, ça se fait une fois par hasard ; le reste du temps, l'on se disperse pour aller jardiner chacun de son côté ; on se retrouvera — peut-être — à l'automne, quand on sera en fermée par la pluie ! Le groupe ne sera qu'un succédané du café, l'on se contente de s'y évertuer en discussions plus ou moins lumineuses, où s'ennuient bien ceux qui ont peine à s'exprimer — lesquels sont justement, le plus souvent, les actifs disposés à se dépenser généreusement ! Rarement, une besogne pratique essayant d'amorcer une petite libération... Pour le travail et pour la vie, on ne fait pas autrement que Tartempion... Dans le présent, il est aisé de voir le résultat de cette tactique de verbalisme : la faiblesse de nos organisations. Et pour l'avenir ? La révolution sera à ceux qui auront pré-organisé des œuvres à esprit nouveau.

Voilà qui semble nous éloigner de la question des jardins ouvriers — et pourtant nous y ramène ; tout camarade s'y connaissant en jardinage, donc un simple ouvrier, un manuel et non un savant, peut fonder un groupement de jardinage en coopération — et bien d'autres choses encore.

Eugénie CASTEU.

## Aux Hasards du Chemin...

Eléments sains...

Parmi les « éléments sains » qui sont passés à la III<sup>e</sup> Internationale, le plus sain d'entre les sains est certainement A. Colomer. Jugez-en par ce simple extrait d'un de ses articles leader que publie « La Ceinture rouge » :

« Ils savent d'expérience, (les prolétaires) qu'il leur faut une organisation régie par une discipline de fer, presque militaire, dirigée par un organisme central investi d'une forte autorité et disposant de pouvoirs étendus. » On voit que le bougre a le souci de gagner consciencieusement son avertissement. Mais dégoûté encore :

« Hélas ! elle pullule dans notre région, la race des aventuriers sans principes. » M. Tousseul ne manque pas de principes, lui, on peut même dire qu'il en a de rechange !...

A fasciste, fasciste et demi

Dans le *Quotidien* du 11 juin on peut lire le compte rendu du banquet offert par les autorités soviétiques d'Odessa au général fasciste Balbo, commandant la croisière aérienne italienne et à ses officiers.

Le général russe Baranof aurait parlé « de la communauté d'intérêts entre l'U.R.S.S. et l'Italie. »

Le général mussolinien répondit par un discours qui souleva l'enthousiasme de ces messieurs bolchevistes.

Nous attendons un démenti de notre charmant conseiller l'humanité, démenti qui, hélas ! ne changera rien à la vraisemblance des faits.

Tous les fascismes sont faits pour s'entendre.

Les fruits de la victoire

Naturellement, la presse n'a pas fait de bruit autour du suicide d'un malheureux gazé de guerre, père de famille et qui, par suite du retrait de sa pension, ne pouvant plus nourrir les siens s'est pendu.

Ce pauvre bougre se nommait Dumarchat. Avant de mettre à exécution sa tragique décision, il écrivait à l'un de ses camarades :

« ... je te remercie de l'être dérangé pour moi ; mais je crois que ça mettrait trop longtemps. Alors je décide d'en finir avec la vie. Tu remercieras bien le ministre des pensions et sa clique qui sont la cause de tout cela ! »

Certes le ministre a sa part de responsabilité, mais il n'est somme toute que le représentant du capitalisme qui force au suicide ceux qu'il n'a pas réussi à faire crever sur les charniers patriotiques.

Puisse le geste du malheureux Dumarchat avoir servi à montrer à ses camarades mutilés la véritable cause de leur misère.

Que de pourriture s'étale aux yeux de qui raisonne. — Elysée RECLUS.

## LE LIBERTAIRE Une nouvelle aristocratie

La foi en l'Etat, d'une part jointe à des mobiles moins idéalistes mais plus riches en profits personnels immédiats, a fait entrer le socialisme dans la voie d'une collaboration qui conduit aux hautes sphères de la politique. De là à devenir, sous tout gouvernement, un technicien de la Présidence et du Pouvoir, il n'y a qu'un pas facile à franchir. Les socialistes qui, en principe, répudient l'Etat capitaliste, trouvent par ailleurs très normal d'y collaborer. C'est qu'ils ont de la lutte sociale une conception politique particulière, les moyens légaux demeurent les seuls qu'ils envisagent pour arriver à leur but. Ainsi, même avec eux au pouvoir, fonctionne la vieille machine sociale dans une légalité qui méconnaît les Droits de l'homme en sauvegardant les privilèges des castes.

Nous n'avons pas de parti-pris envers les hommes et les partis de gauche ; mais, nous efforçant de comprendre notre temps, et les actes de nos contemporains qui se disent animés d'un esprit de justice, nous comparons l'intention, l'acte et le résultat obtenu. Ces trois données se présentent ainsi :

L'intention socialiste : Edifier un régime afin de consentir à tous, un minimum de bien-être, tel que chacun pourra satisfaire ses besoins matériels et intellectuels, sans privilège pour quiconque.

L'acte socialiste : Conquête du pouvoir dans le but de substituer à la légalité qui favorise les castes une légalité idéologique pour tous.

Le résultat de cette action se résume ainsi : L'activité socialiste s'exerce dans le sens de la conquête des places et aboutit à une entente, au détriment des classes pauvres, entre ce qu'il est convenu d'appeler le Capital et le Travail. Entre le berger et le mouton, le repu et l'affamé, le locataire des taudis de Belleville et celui de l'Etoile, celui qui passe l'hiver à Nice, l'été à la mer, et celui dont la campagne est limitée le dimanche à Vincennes et Saint-Cloud. Nous pourrions citer des exemples nombreux, qualités démocratiques par les gens arrivés, afin de montrer l'antagonisme des classes et l'ultra-gisme de ces représentants de partis ouvi-ers qui considèrent comme normal de faire fonctionner un Etat dont toute l'activité n'est qu'une éternelle injustice dont est victime la classe qu'ils veulent élever.

Le nouveau cabinet Mac Donald va tenter une expérience.

Il s'est entouré, en majorité, de travailleurs authentiques. L'un fut mécanicien, l'autre manœuvre, ils sont presque tous, plus ou moins, des manuels qui devinrent des propagandistes du Labour-Party et plus tard, députés. Mac Donald lui-même fut ouvrier de ferme, instituteur-adjoint. Il travailla comme manœuvre et devint en 1902 secrétaire de son parti.

Ces ouvriers, ministres d'aujourd'hui, ont perdu tout contact avec le monde du travail depuis de nombreuses années. Certains mêmes sont députés depuis très longtemps. Ce qui est une manière comme une autre pour le prolétariat, par le truchement de ses chefs, d'accéder au Pouvoir.

C'est que la place est bonne, sinon comment expliquer cette lutte constante pour cet objectif obscur ? Le Congrès, alors que la politique n'a jamais été d'aucune influence sur la situation matérielle des gouvernés. Où sont les lois, les décrets, réglant les salaires et assurant au producteur un standard de vie raisonnable.

Raison piteuse que la conquête du Pouvoir permettra de faire de bonnes lois ; la véritable raison se trouve dans cet arrivisme personnel qui se manifeste dans la recherche du filon, de la sécurité. Cette lutte pour les places n'est pas d'aujourd'hui, et notre ami Rhillon, dans son histoire de la République romaine, a mis en évidence ce caractère égoïste de la lutte pour la place. Les faits, comme de nos jours.

Mais c'est un fait systématique de voir le plus grand des empires du monde gouverné par des socialistes. Nous qui voyons le gouvernement hors des assemblées politiques, nous nous demandons que sera, par exemple, dans le cadre du capitalisme, la solution travailliste des problèmes sociaux ; car, comme toutes les finances anglaises ne sont pas philanthropiques.

A l'époque héroïque du socialisme en 1848, après 1871, une semblable attitude des élus est une trahison véritable. Le parti aurait chassé de son sein imitativement les ministres ouvriers dont le premier geste est de reconnaître l'autorité du roi et de jurer fidélité à la constitution. L'on est moins porté aujourd'hui, est-ce scepticisme ou désenchantement ? Le fait est là : l'ennemi du pouvoir recule, à genoux, sous son autorité et son investiture de ce pouvoir abhorré.

Ces gouvernements issus de la classe ouvrière ne peuvent pas lui rester fidèles. A gouverner ils en viendront à prendre, aussi, la mentalité du Gouvernement. Ils ne verront plus la question sociale de point de vue de Mac Donald, gargon de ferme ; leur optique ne sera formée plus la même. Pris entre les idées et la politique antagonistes des hommes et des trusts, force leur sera de faire un choix.

Les rois, disait Proudhon, sont faits pour gouverner, et non pour assurer le salut des mortels ; il est à prévoir que, comme les rois, cette aristocratie nouvelle, qui prend de l'autre ses tâches en portant ses qualités propres, se refusera à décréter sa propre destruction.

Bernard ANDRE.

Il n'est pas un coin de terre que les hommes ne se disputent : les conquérants en l'arrosant de leur sang et surtout du sang d'autrui, les particuliers en chicanant et en se faisant des procès. — Alphonse KARR.

## Raoul Brandon matraqueur

Induite en erreur, par le camarade Libertarios, *La Voix Libertaire*, a publié son petit article pour protester contre les violences bolchevistes dont aurait été victime Raoul Brandon, député et conseiller municipal du 5<sup>e</sup> arrondissement.

Nous ne justifierons jamais les mœurs spéciales des bolchevistes (nous les connaissons trop) mais nous nous élevons contre un article qui prend délibérément la défense du député poivrot et matraqueur Raoul Brandon.

Les compagnons du groupe anarchiste communiste des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements tiennent à protester contre les affirmations d'un camarade qui font de « Raoul » un « homme de cœur intelligent ». Au cours de la dernière campagne électorale, le *Libertaire* avait déjà répété un avertissement sans frais à l'arriviste Brandon qui n'hésitait pas à faire intervenir contre les anarchistes ses matraqueurs stipendiés.

Si Brandon s'est fait fiche une « tournée » à Noisy-le-Sec il n'y a vraiment pas là matière à scandale. Une « tournée » de plus au poivrot-matraqueur cela ne peut émeuver les anarchistes.

Ceci dit en toute fraternité et pour rectifier l'erreur d'un camarade abusé.

## PARLONS DISTRACTIONS

Le Congrès coopératif de Royan s'est préoccupé, dans l'une de ses séances, de la question de l'utilisation des loisirs.

Cela peut en faire sourire quelques-uns, qui trouvent que c'est là s'intéresser à des amusettes, et que les Albert Thomas et autres qui traitent de ces questions feraient mieux de s'occuper de choses plus sérieuses.

Evidemment, ce n'est pas la question des loisirs qui se trouve au premier plan de la question sociale, mais néanmoins j'estime qu'elle occupe une bonne place et que nous aurions tort de ne pas vouloir la considérer.

La vie sociale, dans son évolution continue, nous met sans cesse en face de problèmes nouveaux. Si nous désirons que notre doctrine soit vivante et adaptable à toutes les circonstances, il ne faut point traiter avec dédain lesdits problèmes et nous réfugier dans un bloc de dogmes cristallisés et intangibles, sans rapport ni contacts avec la vie quotidienne.

Plus peut-être que nos divisions ou nos discussions, l'éloignement que beaucoup de militants et de groupes mettent entre eux et les réalités de chaque jour, fait que notre idéal reste incompris des foules et que notre mouvement est dans la stagnation.

Devant cette question de l'utilisation des loisirs, à l'exception de quelques-uns que le problème avait déjà intéressé, la plupart des congressistes de Royan se trouvaient dépayés, comme échoués sur une terre inconnue, mis en face d'un problème en dehors de leurs préoccupations habituelles, il faut bien l'avouer. Et le Congrès est loin d'avoir trouvé une réponse précise à la question qui lui était posée. On est resté dans les généralités assez vagues. On a parlé de commissions d'études. Rien de décisif.

Pourtant, c'est déjà un pas le fait d'avoir mis cet objet à l'étude, et attiré l'attention sur cette situation nouvelle, créée par le développement des loisirs en notre période.

La distraction est un besoin, comme l'alimentation, le logement ou l'habillement, un besoin qui tend même à s'accroître, en conséquence de la réduction en longueur des journées de travail, de la généralisation lente mais progressive de la coutume des vacances, de l'application plus étendue du repos hebdomadaire.

Ces heures et ces journées de liberté, il faut trouver à les employer, d'une façon ou d'une autre. Il y a là un énorme besoin, se développant sans cesse, qui crée une situation nouvelle. Les coopératistes, estimant avec juste raison, que la satisfaction de ces besoins développe une consommation nouvelle, une industrie, un commerce, ont décidé de tenter de s'organiser, de créer des associations de distractions, comme, elles avaient créé des groupements de consommation.

Préoccupation futile, dira-t-on ! Pas tant que cela.

Il suffit de jeter un rapide regard sur l'activité des partis de réaction sociale pour s'apercevoir que déjà, depuis des années, ils se sont intéressés à la question, et l'ont estimée fort importante.

Ces heures de liberté que la réduction du temps de travail allait accorder aux ouvriers, qu'alliaient-ils en faire ?

Telle est la question que des enquêtes ministérielles ont posé et que des séries d'articles parus dans la presse conservatrice, *Journée Industrielle* en tête, ont agitée ?

Lorsque les militants syndicalistes luttent pour la réduction des heures de travail ; ils caressaient cet espoir que cela permettrait aux prolétaires et à leur famille d'avoir une vie plus saine et plus digne, et surtout de pouvoir se développer intellectuellement et moralement ; lire, écrire, étudier, se réunir, s'associer, bref avoir, eux aussi, une existence intellectuelle.

Les profiteurs du régime social ont senti le danger. Contraints, par la poussée ouvrière et par le développement technique des méthodes de travail, d'accorder en partie la diminution du temps de travail réclamée, ils se sont ingéniés à chercher des dérivatifs, pour empêcher l'ouvrier de jouir à sa guise de cette liberté et de l'utiliser dans un sens peu favorable au régime social actuel.

On en est à se poser la question de l'utilisation des loisirs dans les groupements d'avant-garde, alors que les organisations rétrogrades sont déjà entrées dans la pratique, depuis longtemps. Le problème a été attaqué par eux de différents côtés. Il fallait occuper l'ouvrier père de famille et le jeune homme ou la jeune fille prolétaire. D'où des tentatives de formes diverses, mais convergent vers le même but.

Pour ceux qui n'ont pas d'attaches familiales, ne sont pas rivaux au foyer, les jeunes surtout, il y a le spectacle, la lecture, le sport, dont on peut constater le développement formidable.

Les conservateurs sociaux se sont mis à l'œuvre et on ne peut pas dire qu'ils n'aient point réussi, en partie.

De véritables monopoles de fait ont été créés dans le spectacle. Le nombre de pièces sérieuses, aptes à faire réfléchir, est noyé dans une production sans idée et souvent sans art. Sur cent représentations théâtrales, il y en a une qui peut relever le niveau moral de l'auditoire, et 99 qui l'abaissent.

Mais c'est surtout dans le cinéma qu'on se rend mieux compte du résultat acquis par le monopole. Presque toute la production des films est contrôlée ou dirigée par une espèce de censure religieuse. Des romans et des pièces, nettement dirigés contre l'exploitation ou la religion, sont dénaturés et arrivent à une conclusion contraire, quand on la voit au cinéma.

Même observation pour la littérature. Si brochures et livres d'avant-garde se diffusent peu, par contre des millions de livres se vendent chaque année, en France, et c'est une singulière lecture que notre jeunesse absorbe et digère. On peut dire de ces lecteurs et lectrices que plus ils lisent, et plus ils sont abrutis.

Parlons du sport. Alors, là, c'est le bouquet du feu d'artifice. D'innombrables sociétés sportives, groupant des millions de jeunes gens, ont été créées, et elles sont toutes d'esprit rétrograde, à l'exception de quelques milliers d'adhérents de sociétés sportives ouvrières, qui n'arrivent point à vivre, n'ayant ni matériel, ni terrain, ni moyens pécuniaires. Embrigadés dans les groupements sportifs militaires ou religieux, surexcités par l'esprit de compétition, les jeunes gens n'ont plus, dans le cerveau, que des préoccupations de sorties, concours, challenges, etc... Ils ne parlent que de cela, n'ont rien d'autre dans la tête. N'essayez pas de leur parler de la question sociale, ce sera du pur chinois pour

eux, vous les raserez, et ils partiront en haussant les épaules.

En ce qui concerne l'utilisation des loisirs des gens d'intérieur, pères de famille et autres, on a développé les jardins ouvriers. Par les lotissements et l'accession par le crédit à la propriété d'une maison, on lie pendant 10, 15 ou 20 ans le travailleur au paiement des échéances, à la construction de sa maison, à son perfectionnement. Ce n'est jamais fini. Achever sa maison, cultiver son jardin, que voilà des distractions saines et morales... et surtout ne menaçant en rien l'ordre social établi.

Par le jeu des héritages, des droits de succession, du chômage, de la maladie, ou des crises économiques, la bourgeoisie sait très bien que tous ces humbles efforts individuels retourneront quelque jour grossir ses richesses. En attendant, c'est une occupation peu dangereuse pour elle. Elle la stimule plutôt, la caresse et l'entretient, sachant très bien que dans notre époque capitaliste, la petite propriété est destinée à être avalée par la grande.

Dirai-je deux mots de la T. S. F., cette distraction éminemment familiale avec le cinéma, c'est l'invention contemporaine la plus importante, valant celle de l'imprimerie à la fin du Moyen-Age, destinée à révolutionner les rapports intellectuels entre les humains. Qu'il serait beau, pratique et intéressant que des milliers de copains, sur tout le territoire, ayant un appareil de radio, prennent, à une heure déterminée, la longueur d'onde voulue, et entendent un de nos meilleurs orateurs s'expliquer sur tel ou tel sujet. Quelle propagande ! Mais c'est un rêve. Vous avez le droit de recevoir des transmissions de T.S.F., mais pas celui d'en émettre. Vous entendez le révérend père Machin faire un sermon, mais si vous voulez écouter Sébastien Faure, vous le ferez venir par chemin de fer, car les postes émetteurs sont dans la dépendance absolue de l'Etat, qui ne le cède qu'aux réactionnaires et cléricaux.

Tous les genres possibles et imaginables de distraction sont tenus, comme dans un filet serré de pêcheur, sous la coupe des réacteurs et conservateurs.

Eux n'ont pas méprisé la question des loisirs. Ils l'ont étudiée et résolue... à leur profit naturellement.

L'Etat contrôle et censure cinéma et T.S.F. L'Eglise a la haute main sur le monopole du cinéma, de la T.S.F. et influe sur la littérature et les spectacles. Elle a créé des patronages pour les tout-petits, des groupements sportifs pour les plus grands.

Les municipalités et les autorités développent beaucoup des distractions publiques : fêtes, réjouissances, concerts en plein air, expositions, concours, etc.

Dans les petits centres, on voit le patron — seigneur féodal moderne de l'endroit — avoir, à côté de son usine, de ses cités ouvrières et de son économe, sa société sportive et son terrain de jeux, son cinéma et sa salle de fêtes.

Le mouvement est même tellement lancé puissamment, qu'il est arrivé à faire rétrograder dans le peuple le goût de l'étude et l'esprit critique. Les réunions publiques, syndicales ou autres sont moins fréquentées que du temps où l'on travaillait 10 et 12 heures. On trouve moins de militants et d'organisations ayant le temps de s'occuper d'une organisation ou d'une œuvre, à leurs moments de loisir, que l'on en trouvait auparavant.

C'est que nos ennemis ont su faire mieux que les lois ou des répressions, ils ont institué et organisé une âpre concurrence à la propagande ; ils ont su chercher et dénicher les moyens d'utiliser les loisirs du peuple, de façon à ce que celui-ci ne s'en serve pas pour son émancipation intellectuelle, morale et artistique, prélude de son émancipation sociale.

Un courant se dessine assez nettement, à l'heure actuelle, dans notre mouvement, pour échapper à la critique stérile, au coupage de cheveux en mille, pour entrer dans la voie des réalisations populaires et libertaires.

Je pense, quant à moi, qu'il y a dans cette question des distractions, quelque chose à examiner, comme dans la production et la consommation. Tous les domaines de la vie sociale doivent nous intéresser.

Il me semble qu'avec un peu d'esprit de suite et de bonne volonté, il nous est aussi possible d'utiliser les loisirs en vue d'une propagande libertaire et révolutionnaire qu'il ne l'est aux profiteurs du régime de s'en servir pour abrutir les cerveaux.

Georges BASTIEN.

## Un ordre du jour de l'assemblée des militants

Les militants de la fédération parisienne ont adopté après un débat des plus sérieux l'ordre du jour ci-dessous à propos de leur attitude vis-à-vis des manifestations publiques :

Les militants de la fédération parisienne de l'Union anarchiste, réunis le vendredi 14 juin, déclarent que le rôle des anarchistes est de participer à tout mouvement libertaire des masses laborieuses et d'adhérer toute manifestation à caractère social ; mais ils pensent que les anarchistes ne doivent point faire le jeu des partis politiques.

Ils mettent particulièrement en garde leurs camarades contre les agissements du parti bolcheviste, parti qui ne sait agir que pour servir les intérêts du Gouvernement russe et qui organise des manifestations publiques avec un esprit tellement particulier que, dans la plupart des cas, les anarchistes n'y peuvent participer sans porter de l'eau au moulin de la dictature dite prolétarienne.

Les militants de la fédération parisienne qui restent plus partisans que jamais de demeurer au contact du peuple et de tous ceux qui souffrent de l'actuelle organisation sociale, sont fermement décidés à travailler au groupement des anarchistes-communistes et à hâter ainsi l'heure où, pour dénoncer un scandale et lutter contre un fléau social, point besoin ne sera de se mettre à la remorque de détestables politiciens.

Qui est digne de la liberté n'attend pas qu'on la lui donne, il la prend.



# ATRAVERS LE MONDE

## EN BULGARIE

### Quelques exemples odieux de torture

Les tortures dans les postes de police bulgares relèvent de l'habitude car se sont les seuls moyens susceptibles de faire « avouer » les accusés. Avec le temps, elles se sont perfectionnées et deviennent de plus en plus atroces. Même au temps où le social-démocrate Pastouchoff était ministre de l'Intérieur en 1919, le régime n'était ni vrai pas meilleur.

On a vu de nombreux détenus mourir de la tuberculose, par suite des tortures subies lors de leur détention, par exemple nos deux camarades, Lubène Gogoff, de Kustendil et Michel Pouchanoff, d'Atar-Pazarjik, qui furent incarcérés comme réfractaires lors de la guerre mondiale, dans la prison centrale de Sofia. Mais aujourd'hui la terreur s'accroît encore.

Il y a plusieurs sortes de tortures. L'une consiste à battre l'accusé à coups de bâton ou de fouet jusqu'à ce qu'il tombe sans connaissance ou se déclare incapable de tout faire, dont veut bien le charger la police. D'autres fois, on lui frappe la plante des pieds à coups de couteau ou de balonnette, tantôt du côté tranchant, tantôt de l'autre; ou bien on lui assène des coups, avec un sac plein de sable, sur la poitrine; ou on lui applique, un fer rouge sur les diverses parties du corps; ou encore on lui enfonce des morceaux de bois ou de fer sous les ongles des pieds et des mains. Il y aurait encore beaucoup d'autres systèmes de tortures à énumérer, mais qu'il suffise de savoir qu'ils rivalisent tous de sadisme et de cruauté.

A noter qu'on inflige ces tortures non seulement aux accusés, mais même, parfois, à leurs parents, à de pauvres gens coupables seulement d'avoir des enfants anarchistes.

C'est surtout après la grève des cheminots de 1919-1920, sous le régime de Stamboulsky, puis après l'avènement du régime fasciste de Tsankoff et de son successeur Liapcheff, que les sévices s'accroissent. Les supplices employés dans le passé étaient en effet, sous le régime de Tatar-Pazarjik — au mois de février 1923 dans le 5<sup>e</sup> poste de police de Sofia : sous le régime fasciste ce devint la méthode la plus courante pour faire disparaître les adversaires dangereux. On annonce ensuite par des communiqués officiels que les victimes sont disparues sans laisser de trace ou qu'elles ont trouvé la mort dans une tentative de fuite.

Le plus célèbre lieu de supplices se trouve dans la capitale même de la Bulgarie. C'est, en effet, au commissariat de la sûreté de Sofia que règne le système des tortures le plus perfectionné. Des chambres sont spécialement aménagées à cet effet. C'est là que, dans les fourneaux du souffre central, furent brûlés plusieurs révolutionnaires parmi lesquels nos camarades Christo Jraitcheff, correspondant du Comité de secours aux anarchistes, persécutés en Bulgarie, et Stéphan Tchobanoff, en même temps que le communiste Ivan Gantcheff, le socialiste Joseph Hiss et bien d'autres. C'est dans cette même maison d'arrêt que nos camarades Ratko Karanoff, professeur de lycée à Kustendil, Ivanka Simeonoff et Rachil — toutes deux étudiantes — furent assassinés pour tentative de fuite.

La férocité des tortures du commissariat de Sofia est telle que la plupart des détenus y préfèrent le suicide. Ils se jettent souvent de la fenêtre du troisième ou du quatrième étage pour s'échapper ou mourir tout de suite.

Un fait significatif qui montre bien toute l'horreur du régime actuel c'est que les supplices, réservés jadis aux accusés amenés pour « avouer », dans les postes de police, sont maintenant également en usage dans les prisons. Avant la guerre mondiale, les détenus politiques pouvaient au moins être à peu près sûrs de ne pas être trop maltraités. Mais le régime sanglant de Tsankoff et de Liapcheff a instauré avec lui le régime des tortures dans les prisons. En signe de protestation, les prisonniers ont fait plusieurs grèves de la faim, en octobre 1920, puis plus récemment, en décembre 1928. Mais les victimes de ces supplices ne se comptent plus. C'est Boris Pirdjoesky qui se suicida dans sa cellule à la prison départementale de Vratza en octobre 1926; à la prison de Silven, Tatcho Pétroff, Théodor Tchakaloff, Georges Kourdoff, etc., qui, en 1927, moururent à la suite des mauvais traitements subis.

Cependant, le gouvernement bulgare fait beaucoup de bruit autour d'un projet d'amnistie qu'il a fait déposer sur le bureau de la

Chambre des Députés. Cette amnistie est une nouvelle provocation pour les travailleurs bulgares car, seuls en bénéficieront, naturellement, les sbires à la solde du fascisme qui ont dépouillé et massacré le peuple bulgare pendant les années 1923-1925, ainsi que les anciens ministres Radostavoff, Tontcheff, etc., qui ont conduit la population à la grande misère.

Il faut protester énergiquement contre une pareille mesure et exiger du ministère de l'Intérieur la fermeture des prisons pour tous nos frères de là-bas.

Nota. — Au moment de la mise en page nous apprenons que l'amnistie désirée contre laquelle l'on s'élève dans l'article ci-dessus, vient d'être votée. Plus que jamais réclamons l'amnistie générale en Bulgarie.

## DANS L'INDE

### Les Ouvriers revendiquent

Des troubles s'accroissent chaque jour dans l'Inde que la presse bourgeoise cherche à mettre au compte de querelles religieuses. Il est bien évident que l'Inde, qui représente un agglomérat de 300 millions d'êtres humains, divisés entre eux par des préjugés millénaires de castes, de religion, de langues et de coutumes, qui compteront encore longtemps pour disparaître, est souvent en proie à des dissensions de ce genre. Mais actuellement il semble bien que l'on ait affaire à des mouvements de caractère nettement revendicatifs. Les grèves se perpétuent pour ainsi dire dans l'industrie textile de Bombay où les ouvriers sont odieusement exploités par le capitalisme anglo-hindou. Or, ce dernier aurait fait appel à certaines tribus montagnardes, de religion mahométane, les Pathans, pour s'en servir comme briseurs de grève, de la cas bagarres entre hindous et mahométans dont on nous parle, mais qui sont plus exactement des bagarres entre grévistes et briseurs de grève.

Une autre preuve du caractère social de ces luttes nous est fournie par les persquisitions à domicile, les arrestations en masse opérées contre les militants ouvriers et par le renforcement de la terreur policière organisée par l'impérialisme britannique allié aux Princes régnants de l'Inde. Les Hindous ont été assez d'être affaiblis et soumis à une oppression sans merci, par des manifestations, émeutes, grèves, etc. Il semble, depuis quelque temps, décidés à affirmer leur volonté de lutte.

Pour se convaincre de la tendance révolutionnaire qui les anime il suffit de lire les appels des ouvriers grévistes, les déclarations des emprisonnés et aussi ce qui est manifeste, c'est que le 9 avril dernier, était lancé en même temps que deux bombes, dans le Parlement hindou au moment où on craignait que fut promulguée la fameuse loi de salut public (Public Safety Bill) dont l'un des effets aurait été d'expulser immédiatement les agitateurs non de nationalité hindoue et de réprimer plus sévèrement toute tentative de révolte ouvrière.

Ce manifeste était ainsi conçu : « Il faut une voix puissante pour faire entendre les sœurs. Avec ces mots immortels, prononcés dans une occasion semblable par Vaillant, l'anarchiste français martyr, nous justifions pleinement cet acte. Sans répéter ici l'humiliante histoire du fondement des réformes pendant ces 10 dernières années et sans mentionner les insultes jetées à la face de la nation hindoue au moyen de cette Assemblée, le soit-disant Parlement Hindou, nous voulons faire remarquer que pendant que le peuple attend des mièges de réformes par l'intermédiaire de la Commission Simon et que certains ont même déjà en train de se quereller à propos de la distribution des os à ronger, le Gouvernement nous impose de nouvelles mesures de répression, telles que la loi de sécurité publique, la loi sur les conflits de travail, réservant pour la prochaine session la loi sur les loyers sautés. Les répressions à tort et à travers des leaders travailleurs qui agissent ouvertement, montrent assez dans quelle direction le vent souffle.

« Dans ces circonstances hautement provocatrices, l'Association Républicaine socialiste hindoustane en toute connaissance de cause et en acceptant pleinement toute responsabilité, a décidé cet acte précis dans le but de mettre fin à une pareille force; qu'on laisse la bureaucratie étrangère et exploiteuse faire ce qu'elle veut mais qu'on dévoile ses agissements aux yeux du public; que les représentants du peuple retournent dans leurs circonscriptions préparer les masses pour la révolution qui vient et que le Gouvernement sache bien que si nous protestons contre la loi sur les conflits de travail et contre l'assassinat de Lala Lalpat Rai (1) au

(1) Lala Lalpat Rai était un journaliste, écrivain et homme politique d'idées avancées, un nationaliste ardent, profondément opposé à la domination anglaise, condamné plusieurs fois pour son activité politique. Il mourut des suites de brutalités policières dont il avait été victime lors d'une manifestation à Lahore. Là-bas on le considère comme un martyr du nationalisme.

nom des masses hindoues sans défense, nous attirons l'attention sur la leçon soulevée, répétée par l'histoire, à savoir qu'il est facile de tuer les individus mais qu'il est impossible de tuer les idées. De grands empires se sont écroulés alors que les idées survivaient.

Nous regrettons d'être obligés d'admettre que nous qui attachons un si grand prix à la vie humaine, nous qui rêvons d'un très glorieux avenir quand l'homme pourra goûter la paix parfaite et la pleine liberté, nous soyons obligés de verser le sang humain; mais le sacrifice des individus sur l'autel de la grande révolution qui apportera la liberté à tous et qui rendra l'exploitation de l'homme impossible, est inévitable. Vive la Révolution !

Malheureusement les actes de révolte individuelle ne sont pas toujours suivis de révolte collective. Cependant, bien que l'Inde soit loin d'avoir atteint le degré de maturité nécessaire à un peuple pour pouvoir opérer sa transformation sociale, on peut fonder plus d'espoir sur les grands mouvements de grève dont elle est actuellement le théâtre. Sans avoir la valeur qu'ils prendraient dans un pays plus évolué, ils n'en sont pas moins l'indice de l'éveil du prolétariat industriel hindou.

## PROPOS d'un PARIA.

Le tovaritch Bouthonnier n'est certes pas un « aigle » ! En regard à sa situation spéciale de condamné par la bourgeoisie pour crime de « militarisme rouge », je ne dirai pas quel nom de volatile lui serait le mieux approprié.

Les lecteurs, suivant la formule, le devinent facilement.

Quoi qu'il en soit, le tovaritch Bouthonnier ne s'est pas débottonné devant la 11<sup>e</sup> Chambre.

Inculpé de « provocations de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste », il a voulu montrer le fossé profond qui sépare l'anarchie du communisme, fossé que seuls peuvent combler les revirements intéressés et l'incompréhension de quelques jeunes abusés.

Ecoutez Bouthonnier :

« Notre maître Lénine après Marx a combattu l'anarchie impuissante et rétrograde comme il combattait la social-démocratie qui égare les ouvriers en leur prêchant la collaboration de classe. »

Je passe, bien entendu, sur « l'historique du mouvement anarchiste » qu'a cru devoir faire Bouthonnier aux juges de la 11<sup>e</sup> Chambre, ainsi que sur le procès de Jouhaux que nous avons fait avant lui, pour en arriver à sa conclusion que j'approuve pleinement :

« C'est pourquoi, sous peine de méconnaître la réalité historique, vous ne pouvez nous condamner comme anarchistes. »

J'applaudis également des deux mains lorsque Bouthonnier déclare que l'antimilitarisme bolcheviste n'a rien de commun avec l'ennemi.

Cela est tellement vrai qu'il en est tout l'opposé, et, pour être plus franc, l'anarchiste par la grâce bourgeoise aurait pu ajouter que si l'antimilitarisme des communistes diffère de celui des anarchistes, c'est tout simplement, pour l'unique raison qu'il n'est pas de l'antimilitarisme, mais un militarisme qui, pour se couvrir d'un autre pavillon n'en est pas moins réel et pour nous méprisable.

Il est évident que tout ce qu'aurait pu dire aux juges tricolores, l'orateur écarlate n'aurait rien changé à la condamnation qui sans doute était acquise avant tout réquisitoire ou plaidoiries.

Certes, nous protestons contre ces condamnations quels que soient les motifs d'inculpation, et qui portent atteinte à l'entière liberté de penser, mais, c'est toujours avec cette arrière-pensée, toujours là pour modérer certains enthousiasmes, que la Révolution pour laquelle ces journalistes sont condamnés, non seulement ne nous libérerait pas, mais serait rétrograde quant à notre affranchissement individuel.

Le communisme autoritaire est notre ennemi, au même titre que la pseudo-démocratie bourgeoise. — Pierre Mualdès.

usufruitiers se considèrent à la longue comme les propriétaires effectifs. Le domaine public devient le domaine privé.

La formation des grands domaines particuliers facilitée par l'Etat acheva de rendre impossible l'existence de la petite propriété. Les possesseurs de lopins les « pauperculii », très attachés au sol de leurs ancêtres, se virent en butte aux exactions des gros possesseurs.

Ils furent chassés de leurs terres par toutes sortes d'artifices et s'en vinrent à Rome grossir les contingents de la Plèbe.

Le numéraire avait commencé à se répandre après la conquête de l'Italie du Sud sur les Carthaginois. L'exploitation des mines de cuivre de Carthage, dans la péninsule ibérique, la rendit très abondante. C'est alors surtout que les « latifundia » se formèrent : car la possession du sol étant considérée comme la plus haute expression de la richesse. Alors, également, que se créèrent des habitations de plaisance avec de vastes parcs à gibier, des volières, des basses-cours, des briqueteries, etc...

Tous les grands domaines ne restaient pas à l'abandon. L'élève des troupeaux, la culture de la vigne et de l'olivier étaient poussées très loin et donnaient lieu à de superbes profits. Par contre le blé, était de moins en moins cultivé.

Ce qui facilitait ces cultures à forme industrielle c'était l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché.

Les esclaves étaient venus en masse, comme butin de guerre, à la suite des armées. Après Pydna, le vainqueur Paul-Emile, jeta d'un coup sur le marché 150.000 Epirotes. Un peu plus tard, Scipion-Emilien, vainqueur de Carthage, vendit 55.000 Carthaginois. C'est dire que la valeur marchande des esclaves tomba très rapidement à zéro. Ils avaient valu quel-

# Chronique du Temps présent

Connaissez-vous M. Charles Delvert ? Non ? Alors, vous partagez cette infortune avec une foule de gens.

M. Charles Delvert est professeur d'histoire au Lycée Jeanson-de-Sailly, mais, à ses heures perdues, il collabore volontiers à l'Echo de Paris.

Naturellement, M. Charles Delvert est chauvin et sa prose cocardière satisfait aisément la clientèle à laquelle elle s'adresse.

Il est l'auteur d'un affreux livre : *Quelques héros* !

Il fallait posséder une certaine dose de courage pour signer cette éducation malsaine. Dans ce livre, l'auteur a brossé quelques portraits de « glorieux poilus de la Grande Guerre ». N'insistons pas.

Notre professeur d'histoire a fait passer récemment le concours des bourses à des enfants de onze à treize ans, mais ces jeunes aspirants l'ont déçu. Aussi s'est-il empressé, la semaine dernière, de confier ses soins aux fidèles lecteurs du journal de M. de Kérillis.

Ce qui chagrine M. Delvert, ce sont les réponses des candidats.

Lisez et jugez :

— Que savez-vous de Charlemagne ?  
— C'est un roi qui s'est beaucoup occupé des écoles... Il a beaucoup fait pour l'enseignement obligatoire.

— Et laïque ?

— Oui...

(Un silence.)

— C'est tout ce que vous savez sur lui ?

— ... Il a aidé les enfants pauvres...

— N'a-t-il pas fait des expéditions ?

— On vous a bien parlé de son neveu...

Roland...

— Voyons !... La chanson de Roland... Qu'est-ce que c'est ?

— ...

Et M. Delvert de se lamenter :

Il n'y a, évidemment, plus rien à tirer du pauvre garçon sur « l'empereur à la barbe fleurie ». De la résurrection de l'Empire d'occident de ces quarante années d'expéditions qui furent des croisades; de cet événement si considérable; l'entrée de la Germanie dans le monde chrétien; de la légende d'où est sortie notre première épopée nationale, il ne sait rien.

Un autre enfant est interrogé :

— Parlez-moi de Louis XIV.

— C'est un roi orgueilleux qui a ruiné la France par ses guerres.

— Ah !... Savez-vous s'il a réuni des provinces à la France ?

— ...

— Voyons ! Quelle était la frontière de la France à sa mort ?

— Vous pensez donc que ces guerres étaient inutiles ?

— Oui.

Et voilà la reconnaissance que ce petit Français, élève d'élite, ne l'oublions pas, — témoigne au souverain, au chef de gouvernement qui a lutté pendant cinquante années pour faire la France, — à peu de choses près — ce qu'elle est.

Ces réponses, évidemment, ne témoignent pas d'un grand savoir. Elles ne témoignent pas, surtout, d'un grand enthousiasme guerrier. M. Delvert avait rêvé autre chose. Mais il a tort d'en rendre responsables et les manuels d'histoire et l'école actuels, lesquels ne sont pas subversifs au point d'effrayer le bon conservateur qui est.

On remarquera la nature des questions posées par M. Delvert. Ces questions étaient telles que, dans l'esprit de l'examineur, elles devaient provoquer, de la part des élèves, quelques belles professions de foi patriotiques.

L'interrogatoire sur le règne de Louis XIV est assez significatif. M. Delvert aurait voulu que le gosse manifestât plus d'admiration pour les régimes déchus.

Le gamin ayant répondu que les guerres de Louis XIV lui semblaient inutiles, il n'en fallait pas plus pour indigner notre professeur qui regrette peut-être ses tranchées.

Car M. Delvert, pendant la guerre, a été officier, non pas capitaine d'hélicoptère, comme on pourrait le supposer, mais officier d'infanterie. Il appartenait au 101<sup>e</sup> R.I. et commandait, comme capitaine, la 8<sup>e</sup> Cie. Il était à Verdun à un moment vraiment critique de la guerre, c'est-à-dire en mai et en juin 1916, à une époque où ce secteur était un véritable enfer.

Nous pouvons certifier qu'il ne faisait pas la guerre comme tant d'autres, dans un abri bétonné, mais dans la tranchée, sous un marnillage terrible.

C'est de cette attitude qu'il tire aujourd'hui vanité.

Ce patriote fanatique voudrait, n'en doutez pas, que l'enseignement actuel fût réformé. Il voudrait que l'école — pourtant bien timide en matière d'éducation pacifiste — formât des générations toujours prêtes, non seulement physiquement, mais encore moralement, à se faire tuer pour la patrie, au premier signal.

Le rêve de M. Charles Delvert, c'est celui de tous les « bons Français » auxquels la sinistre hécatombe n'a rien appris et qui n'ont rien oublié.

Les enfants, auxquels l'histoire est enseignée de cette manière, sont prêts à devenir de petits révoltés, écrit-il :

Eh bien ! tant mieux, si plus tard, devenus hommes, moins stupides que les générations qui les ont précédés, ils comprennent que les guerres sont inutiles, immorales et criminelles et que l'idéal, pour tout individu intelligent et sensible, n'est pas de mourir dans la fange ensanglantée, fût-ce à Verdun, en prononçant des mots historiques !

En dépliant l'Action Française du jeudi 13 juin, on a trouvé, encarté, un supplément imprimé recto verso.

C'était une feuille de protestation contre l'emprisonnement et l'exil de M. Léon Daudet.

Il y avait toute une page de dessins en couleurs rappelant un peu les images d'Épinal de notre enfance.

Il est évident que cette feuille de propagande est destinée à attirer les cœurs les moins sensibles en faveur du pauvre « Bruxellois ».

Dans la longue liste où voisinent, étroitement unis, des protestataires de la Presse, de la Littérature, de la Médecine et du Barreau, on ne relève pas seulement que des noms sympathiques à l'Action Française, mais encore des noms hostiles aux personnalités de la rue de Rome. L'Action Française, on le voit, fait flèche de tout bois, ce qui ne l'empêchera pas, demain, au besoin, d'injurier les hommes qui auront fait campagne en faveur de son directeur.

Il peut en coûter à un esprit libre d'émettre l'opinion suivante, qui est mienne : Le devoir de tout homme libre est d'observer une stricte neutralité devant le cas Léon Daudet.

Nous n'avons pas à lever le petit doigt en faveur de cet homme dont on a pu apprécier le rôle pendant la guerre et qui, demain, s'il était au pouvoir, ferait coiffer tous ceux qui ne penseraient pas comme lui ou se mettraient en travers de ses desseins.

De telles choses sont pénibles à écrire, mais, décidément, le polémiste de l'A. F. est un être qu'on préfère ignorer afin de ne pas le haïr.

En vérité, je vous le dis : Que M. Léon Daudet continue à faire bonne chère à Bruxelles ou qu'il revienne s'attabler rue Saint-Guillaume, cela doit nous laisser indifférents.

MONSIEUR LESAGE.

## UNION ANARCHISTE -- RÉGION PARISIENNE

RENDEZ-VOUS  
DIMANCHE 17 JUIN  
A LA

### BALADE CHAMPÊTRE

DANS LE « BOIS DE L'UNION »  
PRES ARGENTEUIL

Moyens de communications :  
Par le tramway, prendre le 40, place Clichy, descendre à la station gare d'Argenteuil.

Par le train : gare Saint-Lazare, descendre à Argenteuil.

Des flèches indiqueront le chemin.  
Prix du billet aller et retour : 3 fr. 15.

# LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

par RHILLON

## PREMIERE PARTIE

### IV

#### LA CONQUÊTE DU SENAT. — L'APOGÉE

Cet âge d'or de la République romaine ne pouvait durer. C'est qu'il y avait, en son sein, des germes de décomposition. Ces germes devaient se développer avec une rapidité foudroyante corrélativement à l'expansionnisme, qui allait porter les guerres de rapines sur des théâtres de plus en plus éloignés en Afrique, en Ibérie, en Orient, dans les Gaules.

### 2<sup>e</sup> PARTIE

### V

#### LA DECOMPOSITION L'OLIGARCHIE FINANCIERE

La crise de l'agriculture commence à se dessiner dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle. Conséquence directe des guerres, elle était appelée à s'intensifier sans cesse jusqu'à mettre la république en péril.

Lorsque les blés de Sicile, réquisitionnés par l'Etat furent jetés sur le marché à vil prix, les paysans cultivateurs ne purent plus écouler leurs récoltes. La plupart renoncèrent à la culture du blé; ils entreprirent la culture de la vigne ou de l'olivier. Mais les vignobles aussi bien que les olivettes nécessitaient des moyens pécuniaires et techniques dont les paysans ne disposaient

pas. Ils en furent bientôt réduits à vendre leurs lopins et à se réfugier à la ville.

Ainsi les grands domaines résorbèrent la petite propriété rurale. Mais une cause, plus vaste favorisa leur formation : l'aliénation de l'« ager publicus ».

On appelait ainsi le butin territorial que se réservait l'Etat après chaque conquête. Le territoire des peuples exterminés ou vaincus était divisé en trois catégories : les terres cultivées, les bois et pâturages, les terres à défricher.

Les terres cultivées étaient soit distribuées gratuitement en vue de la formation de colonies, soit vendues au profit du Trésor par l'office des questeurs. Les forêts étaient mises en adjudication pour les coupes. Les pâturages restaient également propriété de l'Etat qui concédait, moyennant redevance, un droit de pâture. Quant aux terrains en friche, devant être mis en culture, l'Etat les amodiait.

A l'exception des terres promises à la colonisation, tout l'ager publicus passait dans la possession des riches. Seuls les riches pouvaient, en effet, acheter des terrains, exploiter les forêts, entretenir des troupeaux, entreprendre des défrichements. Leur possession pouvait s'étendre d'une façon illimitée; la loi licienne fixant à 500 jugères l'attribution du domaine public, était depuis longtemps oubliée.

Chose infiniment plus grave que cet oubli, l'Etat omit de percevoir les redevances ou taxes qui attestaient et garantissaient son titre de propriétaire éminent. Les simples possesseurs, les

usufruitiers se considèrent à la longue comme les propriétaires effectifs. Le domaine public devient le domaine privé.

La formation des grands domaines particuliers facilitée par l'Etat acheva de rendre impossible l'existence de la petite propriété. Les possesseurs de lopins les « pauperculii », très attachés au sol de leurs ancêtres, se virent en butte aux exactions des gros possesseurs.

Ils furent chassés de leurs terres par toutes sortes d'artifices et s'en vinrent à Rome grossir les contingents de la Plèbe.

Le numéraire avait commencé à se répandre après la conquête de l'Italie du Sud sur les Carthaginois. L'exploitation des mines de cuivre de Carthage, dans la péninsule ibérique, la rendit très abondante. C'est alors surtout que les « latifundia » se formèrent : car la possession du sol étant considérée comme la plus haute expression de la richesse. Alors, également, que se créèrent des habitations de plaisance avec de vastes parcs à gibier, des volières, des basses-cours, des briqueteries, etc...

Tous les grands domaines ne restaient pas à l'abandon. L'élève des troupeaux, la culture de la vigne et de l'olivier étaient poussées très loin et donnaient lieu à de superbes profits. Par contre le blé, était de moins en moins cultivé.

Ce qui facilitait ces cultures à forme industrielle c'était l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché.

Les esclaves étaient venus en masse, comme butin de guerre, à la suite des armées. Après Pydna, le vainqueur Paul-Emile, jeta d'un coup sur le marché 150.000 Epirotes. Un peu plus tard, Scipion-Emilien, vainqueur de Carthage, vendit 55.000 Carthaginois. C'est dire que la valeur marchande des esclaves tomba très rapidement à zéro. Ils avaient valu quel-

que chose, sur le marché de Délos où l'on se les procurait aux débuts et ils étaient alors traités avec quelques égards en considération de leur prix coûtant et de leur capacité de travail.

Maintenant que les esclaves s'acquiesçaient à bas prix et que l'on pouvait aisément les remplacer ils étaient traités comme « instruments à vuie humaine » dont la peau ne valait pas cher. Quand ils ne pouvaient plus produire, on les déposait, telle une vieille ferraille, dans un lieu désert où il ne leur restait plus qu'à mourir.

Les esclaves étaient parqués dans des souterrains éclairés par des soupoux grillagés. Ils travaillaient enchaînés sous la conduite de régisseurs et de surveillants recrutés dans leur rang.

Le travail libre subsistait à côté des esclaves mais, à l'exception toutefois des artisans ambulants tels que potiers, forgerons, charbons, le travail libre représenté par les journaliers agricoles se rapprochait beaucoup du travail esclave. Il en était une forme mitigée.

A la ville les boulangers, les menuisiers, les tisserands, etc., attachés aux maisons nobles étaient des esclaves. Il existait aussi des collectivités de travailleurs esclaves établis soit avec leur pécule, soit au compte d'un maître, lequel, dans un cas comme dans l'autre, prélevait une bonne part du bénéfice : ébauche grossière des compagnies capitalistes modernes.

Ce qu'il pouvait y avoir à Rome de corporations ouvrières libres composées, en majeure partie, d'affranchis pouvait difficilement concurrencer le travail accompli par des esclaves enrégimentés. Les campagnes qui venaient s'échouer à la ville après avoir perdu tout point d'appui économique, toute indépendance, se trouvaient condamnées à vivre d'expédients, de mendicité. Leur déchéance morale fut la

conséquence directe de la privation du sol. Plus tard, lorsque des réformateurs aussi bien intentionnés que les Cracques voudront, au moyen de concessions gratuites, rappeler à la terre ceux qui en avaient été dépossédés ou leurs descendants, ils ne rencontreront qu'hostilité parmi cette plèbe urbaine d'ailleurs de plus en plus envahie par l'élément métèque.

Il ne faudra pas attendre l'Empire pour voir régner dans l'esprit des foules le *Panem et Circenses* ! clameur de toutes les décades !

La turbulence de la plèbe ne pourra être évitée que par des jeux, des spectacles et des distributions de vivres.

Ce sera la préoccupation dominante de l'Etat et aussi le principal souci des puissants de procurer à la plèbe l'essentiel de son désir matériel à seule fin qu'elle se tienne tranquille.



QUEL MOYEN ?...

Presque tous les articles de cette tribune me valent une nombreuse correspondance. C'est la preuve indéniable que, l'occasion leur étant fournie, les militants ouvriers reprennent goût à l'examen des grandes questions sociales. Les articles consacrés ces dernières semaines au Congrès de la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires ne pouvaient véritablement pas faire exception à la règle. J'ai reçu deux lettres, et de deux fonctionnaires encore ! Elles m'apportent un son de cloche sensiblement pareil : « Pas de confusion, c'est très bien ; mais comment résoudre le problème ? »

Considérant que la question posée est d'une grande importance pour le mouvement ouvrier tout entier, je n'hésite pas à publier aujourd'hui l'une de ces deux lettres.

Cher camarade, J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles du « Libéraire » que vous avez consacrés au Congrès des Fonctionnaires. Vous avez indiqué d'une façon très nette que le syndicalisme des fonctionnaires et celui des ouvriers partaient de deux conceptions opposées. Le premier, reconnaissant, selon l'ordre du jour du Congrès, qu'il ne comporte aucun danger « pour les prérogatives de l'Etat » ; le second, tendant à affaiblir l'Etat en lui substituant les organisations ouvrières et visant au « travail libre dans une société libre ».

Tout cela est fort bien dit dans vos articles. Mais autre chose est de poser un problème, autre chose est de le résoudre. J'espère qu'après avoir si bien montré les contradictions essentielles du mouvement syndical tel que le comprennent les fonctionnaires et les ouvriers, vous tenteriez à tirer les conclusions logiques de vos observations. J'étais, je l'avoue, impatient de lire ce troisième article où vous nous apprendriez comment vous prévoyez que pourra s'opérer la synthèse de ces deux tendances. Car, voyez-vous, camarade, le discours fort éloquent que vous adressez aux fonctionnaires syndicalistes ne me suffit pas.

« Hisser les fonctionnaires jusqu'à la compréhension du syndicalisme... » Très joli, cela... mais comment ? Voilà la question. Je crains, pour ma part, que, la encore, nous ne soyons victimes d'une confusion. Je le crains d'autant plus que vous semblez redouter qu'on ne vous accuse « d'opposer le syndicalisme des ouvriers au syndicalisme des fonctionnaires... » Rien de plus faux, protestez-vous dès le début de votre premier article, comment peut-on m'accuser d'aussi ténébreux desseins... Est-ce qu'ouvriers et fonctionnaires ne font pas tous partie de la classe ouvrière ?

« La classe ouvrière » ! Voilà le grand mot lâché. Permettez-moi cependant de vous faire observer, très amicalement, mon cher Guigui, que vous employez là un argument sentimental d'assez mauvais aloi. Vous savez très bien, pour avoir observé les choses de près, qu'il n'y a pas de « classe ouvrière » au sens où vous l'entendez. Il y a seulement des ouvriers et des fonctionnaires (ceux-ci beaucoup moins nombreux que ceux-là) qui ont conscience d'appartenir à une classe. Tout votre deuxième article confirme, d'ailleurs, cette manière de voir. Il fallait donc, selon moi, que, partant de ces constatations de fait, vous nous indiquiez plus clairement et moins prudemment que vous ne l'avez fait, d'une part, les conséquences, visibles aujourd'hui, de cette confusion que vous déploriez, et, d'autre part, les moyens pratiques pour nous en libérer. Ce sont ces conclusions que vous avez esquissées que je tenais à formuler afin, surtout, de connaître votre opinion sur leur valeur.

Il ne viendra plus à personne, aujourd'hui, l'idée de nier ce qu'on a appelé l'emboîtement de la C.G.T. Ne rappelez-vous pas vous-même, dans un des derniers numéros du « Libéraire », l'action endormeuse de certains sous-chefs confédérés qui « freinent » le mouvement de grève des facteurs et firent à M. Germain Martin une odieuse visite ? Faut-il s'en étonner ? Eh ! parbleu non... et les unités ne se font pas faute de nous le répéter chaque jour ; elle ne fait plus peur à personne, notre vieille C.G.T. Si elle prospère, c'est à la manière de ces filles repenties qui, en défilant, se découvrent des vertus bourgeoises. En effet, cette collaboration avec le Gouvernement, n'est-ce pas l'essentiel de ces petits services que les fonctionnaires, respectueux des fameuses « prérogatives », peuvent attendre d'elle ? Souvenez-vous du 1<sup>er</sup> mai, mon cher Guigui, souvenez-vous de cette « recommandation » qu'adressa, ce jour-là, la C.G.T. à ces adhérents fonctionnaires... Si ça ne vous ennuie pas, osa-t-elle leur dire, vous pouvez chômer ; mais si ça ne vous chante pas, on s'arrangera sans vous... C'est qu'elle savait trop bien que beaucoup de fonctionnaires auraient été fort marris s'il leur avait fallu compromettre leur sérénité. Je ne blâmerais point jusqu'à avancer qu'entre leurs convictions syndicalistes et leur tranquillité, ils eussent choisi la seconde. Il faudrait être un affreux sectateur...

Au fond, n'est-ce pas, on aperçoit le marché : les fonctionnaires venant en masse à la C.G.T. et la soutenant de leur nombre et de leurs cotisations ; et la C.G.T. servant de tout son prestige (il lui en reste bien un peu) les intérêts des fonctionnaires. Echange de bons procédés... syndicalisme alimentaire. Vous l'avez dit. Je m'excuse de le répéter.

C'est qu'en effet, il n'est pas possible de concevoir une autre politique, étant donné les méthodes de recrutement actuel des fonctionnaires syndicalistes. L'attention avec laquelle vous suivez le mouvement syndical n'a pu vous laisser ignorer deux faits particulièrement graves. Le premier, c'est que la C.G.T. recrute actuellement dans les catégories de fonctionnaires les plus favorisées. Un camarade instituteur m'apprenait, dernièrement, que les inspecteurs de l'Enseignement, dont la besogne est toute de contrôle et de surveillance (quelquefois policière) et dont l'action con-

tribue à renforcer l'autorité administrative, allaient demander leur entrée à la C.G.T. A quand, ajoutait mon camarade, à quand le syndicalisme des ministres de la République ?... Le second fait, non moins grave, est la propagande effrénée, conduite généralement par les chefs administratifs, pour amener au syndicalisme, sans aucune précaution, des masses de plus en plus nombreuses dans toutes les catégories de fonctionnaires. Je sais bien qu'on objectera que ces nouveaux venus pourront s'instruire, apprendre au contact des ouvriers ce que fut la lutte ouvrière... Le malheur, c'est que cette éducation par les militants ouvriers est inexistant et qu'au contraire, la se garde bien, afin de ne pas effrayer les timides, de présenter le syndicalisme comme une organisation de combat, mais qu'on l'éduque soigneusement en le vidant en particulier de tout son contenu de « lutte de classe ». Je n'insiste pas ; mais j'affirme que, s'il est certains fonctionnaires — j'en connais — qui ont l'esprit syndicaliste autant et plus que certains ouvriers, la plupart d'entre eux ne pratiquent qu'un étroit corporatisme. Suppression du salaire ? Charles d'Amiens ? Connais pas, diraient-ils si vous les interrogez. Et s'ils professent verbalement un attachement tout superficiel à la classe ouvrière, est-ce que cela, vraiment, peut suffire, hein, camarade ?... Ah oui ! la C.G.T. augmente ses effectifs... Elle grossit tellement qu'elle pourrait bien, un jour... vous connaître la fable.

Il est inutile de le nier : l'entrée en masse des fonctionnaires à la C.G.T. est responsable pour une grande part de son orientation fâcheuse. La phraseologie de Jouhaux à Rennes au Congrès des Instituteurs ne trompe personne. Le syndicalisme des fonctionnaires est une entreprise de consolidation et de renforcement de la société bourgeoise. L'Etat, d'ailleurs, s'en accommode fort bien, qui brandit depuis de longues années la vaine menace d'un « statut » et conteste encore, pour la forme, la capacité syndicale des fonctionnaires. Et les fonctionnaires, dont les délicates narines aiment à respirer ce petit fumet d'opposition que leur dispense l'éloquence de notre immortel secrétaire général, s'en accommodent aussi puisqu'ils peuvent continuer en toute quiétude d'adorer dans le secret l'Etat-Providence. La perspective d'un conflit grave entre le Gouvernement et les fonctionnaires n'est pas à envisager. Quelques entrevues, des concessions de part et d'autre, quelques augmentations de salaires... et puis ça va ! comme dit la chanson, tandis que l'Etat ne s'en porte pas plus mal.

Ne m'accusez pas, mon cher Guigui, de vouloir rejeter les fonctionnaires hors du syndicalisme. Je vous assure que je n'ai pas une pensée aussi révolutionnaire ; mais je crois nécessaire, sans attendre le Congrès confédéré et pour le plus grand bien de la C.G.T. et des fonctionnaires, dès aujourd'hui, de définir nettement la position et l'action de ces derniers dans le mouvement ouvrier. Les réflexions personnelles que je vous soumets sur ce point serviront de conclusion à ma lettre :

1° Tout d'abord, il me paraît urgent de répudier le principe de la collaboration des fonctionnaires avec l'Etat. Il en est trop qui croient encore, ainsi que vous le signalez vous-même, que le syndicalisme peut être un facteur de « progrès et d'équilibre de l'Etat ». Les fonctionnaires doivent donc rompre dorénavant avec les méthodes de collaboration qui ne peuvent que renforcer les iniquités que le syndicalisme veut supprimer.

2° Dans la C.G.T., et particulièrement dans les organes directeurs, la prépondérance doit être donnée aux syndicats ouvriers majeurs et non aux syndicats de fonctionnaires mineurs.

3° Le syndicalisme des fonctionnaires doit comporter un minimum d'éducation et d'action spécifiquement syndicales. Il convient donc que les fonctionnaires entrent à la C. G. T., et afin qu'ils acquièrent une conscience de classe, n'ignorent pas la charte et les statuts fondamentaux de cette organisation. En particulier, la grève doit être reconnue comme un moyen d'action efficace et légitime contre l'Etat. En particulier aussi, des fausses doivent être établies entre les syndicats de fonctionnaires et les syndicats ouvriers afin de préparer les uns et les autres à l'action solidaire.

4° Le corporatisme doit être rigoureusement exclu des syndicats de fonctionnaires. La lutte pour les salaires, transportée sur le terrain de classe, doit être menée en accord avec les syndicats ouvriers. Une propagande doit être faite pour la disparition des différences scandaleuses de traitements (allant de 8.000 à 100.000 fr.) des fonctionnaires.

5° En attendant, l'entrée des syndicats à la C.G.T. doit être limitée et interdite aux catégories de fonctionnaires dits « supérieurs » et ayant pour mission unique de renforcer le pouvoir de l'Etat.

Telles sont, mon cher camarade, les conclusions pratiques auxquelles j'arrive. Je vous les donne pour ce qu'elles valent. Elles s'inspirent en tout cas d'idées qui me paraissent chères à tous deux et qu'on pourrait trouver dans notre commun respect pour l'émancipation de la classe ouvrière. Vous croirez peut-être avec moi qu'il est bon que le syndicalisme se ferme et redoute certaines invasions qu'il pourrait payer de sa vie. Le syndicalisme n'est pas le soutien de l'Etat. Le syndicalisme n'est pas une table d'hôte ouverte à tout le monde, où chacun peut se restaurer et qui, après tout, vaut bien l'écot qu'on y apporte. Reprenant conscience de sa destinée, retrouvant sa liberté, il doit s'engager à nouveau dans la voie que l'histoire lui a tracée, c'est-à-dire dans la lutte pour la libération et l'émancipation du travailleur en proie au patron ou à l'Etat. Conseil d'administration de la classe ouvrière.

Je vous demande, en terminant, mon cher Guigui, de me pardonner cette trop longue lettre. Je serais bien aise, en tout cas, de savoir ce que vous en pensez.

J. P... membre de la Fédération des Fonctionnaires.

Naturellement, je répondrai la semaine prochaine. — A. G.

Enfin, ça y est !...

L'inaugural Loucheur a posé la première pierre de ce qui doit être, dans plusieurs années, un immeuble d'habitations à loyers moyens.

En même temps qu'il posait sa pierre, M. Loucheur posait pour l'objectif et la galerie.

Loyers moyens, vous avez compris ce que cela veut dire ; de trois à neuf mille francs par an.

Ni plus ni moins. C'est avec cela d'ailleurs qu'on attire l'attention publique et ainsi faisant, il paraîtra qu'on ait fait beaucoup, alors qu'en somme, rien n'aura été fait.

Nous entendons par là que rien n'aura été fait pour les ouvriers.

S'imaginer-t-on qu'un prolétaire peut s'offrir le luxe d'un loyer si cher et le croit-on surtout avec le franc Poincaré à quatre sous et une vie toujours plus chère à la Chéron ? Nous ne sommes pas convalscus.

Nous avons bien déterminé, il y a quelques mois, de quelle façon l'on procéderait, c'est-à-dire que l'on commencerait par la fin, par ce qui pressait le moins.

Il y aurait plus d'utilité à construire pour les humbles, car ils sont plus nombreux d'abord, et qu'ensuite, la plus grande partie habite des taudis infects, mais allez donc faire entendre raison à un ministre, celui-ci traiterait-il Loucheur ?

Nous allons voir aussi ce que l'on construit, avec quels matériaux et comment l'on va procéder.

Si la journée de 8 heures sera respectée, si les salaires correspondront aux taux de location... et au taux actuel du coût de la vie.

Si les garanties de sécurité seront prises pour éviter des accidents, autant de choses intéressantes que nous voudrions connaître.

Nous avions prévu que le patronat ferait l'impossible pour soumissionner ces importants travaux ; les événements ne nous font pas mentir.

Enfin, Loucheur construit, c'est un commencement, mais à quand les véritables H. B. M. ?

Nous n'aurons de cesse qu'autant que nous aurons complète satisfaction. — La 13<sup>e</sup> Région Fédérale.

PROTESTATION

Les bureaux de la Fédération Nationale du Bâtiment et de la C. G. T. S. R., tiennent à protester avec la dernière énergie contre la mesure administrative prise par la police (service des étrangers) envers le camarade Mattocci, lui signifiant son expulsion, cela sans arrêt justifiant cette mesure, attendu qu'il n'y a aucun délit à charge de ce camarade ; la police n'a trouvé, en effet, comme prétexte, que le fait d'avoir assisté à une conférence antireligieuse.

La Fédération et la C. G. T. S. R. demandent à leurs adhérents, de se tenir prêts, afin que cette criante injustice ne puisse s'accomplir.

Elles demandent à tous les groupements d'avant-garde de faire leur protestation, afin de faire respecter dans ce pays le droit d'asile et la liberté de penser.

Les Secrétaires : Andrieux, Juhel.

MISE AU POINT NECESSAIRE

Depuis quelque temps, les camarades de Paris et de province me demandent si le nommé Juhel, prenant la parole, pour le Secours Rouge International et moi ne faisons qu'un.

Je déclare publiquement que je n'ai rien de commun avec cet individu. Les seules organisations défendant et soutenant les camarades emprisonnés auxquelles je prêterai mon concours, si besoin est, sont le Comité de Défense Sociale et le Comité d'Entr'Aide.

Je crois que cette mise au point est claire et que l'erreur n'y aura plus de confusion dans l'esprit des camarades de Paris et de province. — Eugène Juhel, Secrétaire de la C.G.T.S.R.

DANS LE S.U.B.

Ce soir, vendredi 21 juin, réunion de la Commission du journal, à 18 heures, au siège, bureau 40, Bourse du Travail, la Commission fait appel à tous les copains, pour faire parvenir la copie ainsi que les appels des sections au plus tard pour cette date.

Permanence du dimanche. — Dimanche 23 juin : Andrieux ; dimanche 30 juin : Vergonne ; dimanche 7 juillet : Moi.

Aux menuisiers. — L'assemblée de la Section du 11 juin 1929, a décidé, pour discuter sérieusement sur notre situation corporative, de convoquer une assemblée extraordinaire de la Section pour le mardi 25 juin, à 18 heures, salle de Commission, 1<sup>er</sup> étage, Bourse du Travail, la Section invite tous ses adhérents, ainsi que les sympathisants à assister à cette réunion. Que chacun fasse autour de lui, la propagande nécessaire pour assurer le succès de cette réunion. — Les Délégués.

Aux cimentiers, maçons d'art et aides. — Nous savons bien que le 2<sup>e</sup> dimanche de juillet (14 juillet) la Bourse du Travail fermant ce jour-là, notre réunion aura lieu le premier dimanche, c'est-à-dire le 7 juillet, à 9 heures du matin, petite salle des Grèves, Bourse du Travail, aucune convocation ne sera expédiée, les camarades qui prendront connaissance de cette note devront prévenir les copains.

Le mouvement dans le ciment. A la bonne Maison d'œuvre de la rue Dussoubs, les camarades hisses d'être exploités, décidèrent, après une réunion, de déposer leurs revendications qui étaient de 5 fr. 50 pour les manœuvres au lieu de 4 fr. 75 qu'ils gagnent et de 6 fr. 25 pour les compagnons au lieu de 5 fr. 75. Le mouvement fut déclenché par le Chantier de la rue Parmentier, à Neuilly, après réunion de tous les chantiers de la Maison, tous déposèrent leurs revendications, ce qui donna l'occasion à ce bon patron de lécher les deux principaux chantiers (Neuilly et la Porte Didiot). Les copains ne comprennent pas tous leur devoir et un grand nombre, profitant du travail, aient se faire embaucher ailleurs, ce qui est le don d'en dégoûter quelques-uns qui demandent à reprendre le travail dans les autres entreprises, il y a pas mal de conclusions à tirer de ce mouvement, la place étant restreinte, nous donnerons de plus amples renseignements sur ce mouvement dans notre prochain « Proletaire ».

Maçonnerie, pierre, démolisseurs et parties similaires. — La Bourse du Travail, fermant le 14 juillet, jour de la réunion mensuelle de notre Section, notre réunion aura lieu le dimanche 7 juillet, salle de la Commission, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail. Que chacun fasse le nécessaire autour de lui, pour assurer le succès de cette réunion.

POUR LE REDRESSER FINANCIER DE L'U. A. C. R.

L'U. A. C. R. est dans une situation financière assez précaire, avons-nous dit dans un précédent appel.

Il nous faut, aujourd'hui, donner à nos groupes de plus amples renseignements, afin qu'ils prennent leurs dispositions pour participer efficacement au redressement financier de notre organisation.

L'U. A. C. R. a mené des campagnes qui ont lourdement grevé sa caisse. Meetings pour l'annexion en Russie et en d'autres pays ; campagne pour le respect du droit d'asile et tout dernièrement, campagne antiparlementaire à l'occasion des élections municipales. Voici un tableau qui met en relief l'activité déployée par l'U. A. C. R. A. cela, il convient d'ajouter la lutte quotidienne, pour la propagation de nos idées, qui n'est pas la moins coûteuse.

Il faut donc, dès maintenant, envisager un prompt rétablissement financier, d'autant plus que de nouvelles batailles nous s'élèvent.

Tous nos groupes, nous n'en doutons pas, rivaliseront d'ardeur pour nous procurer les moyens matériels nécessaires à l'intensification de notre action et de notre propagande.

Adressez les fonds à J. Ribeyron, trésorier de l'U. A. C. R., 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

Comité de l'U. A. C. — Lundi 24 juin, à 24 h. 30, réunion au local habituel.

PARIS-BANLIEUE

Fédération parisiens. — Comité d'initiative samedi prochain, 22 juin, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies. Délégués de groupes tous présents sans faute.

Ecole du propagandiste. — Réunion tous les vendredis et mercredis, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies.

Tous les camarades des groupes parisiens peuvent assister aux cours.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>. — Tous les mardis, à 20 h. 30, Maçon Barret, 10, rue de l'Arbalète, Paris 5<sup>e</sup>. Invitation aux lecteurs du « Libéraire » habitant ces arrondissements.

Groupe des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>. — Appel est fait aux nombreux camarades sympathisants et lecteurs du « Libéraire » pour qu'ils assistent à notre réunion du mardi 25 courant à 20 h. 30, 139, faubourg Saint-Antoine. Une causerie sera faite par un camarade de la Fédération parisienne sur les théories anarchistes.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 21, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle. Compte rendu financier.

Groupe des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis soirs à 20 h. 30, à l'Indépendance, 48, rue Duhamel, jeudi prochain, 27 juin, discussion sur les moyens de propagande locale. Tous présents.

Groupe Régional de Drancy-Bonigny-Le Bourget. — Il faut être franc, malgré nos lettres particulières, trop peu de camarades ont répondu à notre dernier appel.

Nous faisons donc à nouveau appel aux camarades. Que ceux qui nous comprennent et ont à

La Voix de Province

LA CIOTAT

Plus que jamais... A bas le fascisme !

La répression s'abat sur les camarades de la région. A Toulon, notre camarade Tonelli est depuis un mois enfermé dans les geôles de Marianne Troisième, pour avoir vendu des billets de loterie en faveur des victimes politiques d'Italie.

Depuis un mois, ce bon camarade attend la bonne volonté des juges de la République aux ordres du ministre Mussolini. Cela va-t-il durer encore longtemps !

A Marseille, le camarade Martin est poursuivi pour le même motif. Il faut que l'on sache que ni les poursuites, ni la prison n'empêcheront les anarchistes d'agir et de crier leur dégoût de ce régime de boue et de sang qu'est le fascisme.

Que nos camarades emprisonnés trouvent ici toute notre sympathie et qu'ils soient assurés de notre solidarité agissante, devant la répression qui les frappe.

Le groupe de la Ciotat.

MONTREDON (Aude)

Conférence Ghislain

Etlendant leur champ d'action, les anarchistes du Narbonne, aidés en cela par quelques copains de cette localité, avaient organisé une conférence antimitariste.

Le camarade Ghislain sut montrer à l'auditoire attentif, que les résultats d'une guerre quelle qu'elle soit, s'ils sont profitables aux capitalistes ne peuvent être que néfastes pour tous les prolétaires, que ce soient ceux des pays vainqueurs ou vaincus. L'exemple de la guerre du droit et de la civilisation est bien fait pour le prouver ; constatant l'hypocrisie des gouvernants, il demanda aux prolétaires, de lutter chaque jour contre la folie patriotique et la cupidité capitaliste, car la seul est le salut.

Le public sut montrer par ses approbations qu'il était satisfait d'entendre pareil exposé. Bonne réunion qui nous encourage à persévérer.

ORLEANS

Bonne foi... bolchevique !

Lorsque le P. C. proclame que le régime bourgeois est pourri, et que la classe ouvrière mondiale n'a qu'un coup d'épaule à donner pour le précipiter dans le néant, de façon à ce que les dictateurs du Proletariat puissent prendre leur place, leur bonne place, ainsi que la trique et le fouet pour montrer la route aux exploités d'aujourd'hui qui avec eux le seront, éternellement. Il serait du plus élémentaire bon sens pour les dirigeants du P. C. de garder le masque jusqu'au lendemain du grand soir.

Or, voici ce que publie le « Travailleur » du 1<sup>er</sup> juin 1929 d'Orléans :

« Gréger a sa place dans la Commission qui s'occupe des pompiers.

N'est-ce pas Gréger en personne, qui apportait certains articles au « Travailleur » très justement dirigés contre les chefs des pompiers et l'ancien maire Chollet. Maintenant qu'il est placé, le cher ami de Painlevé va-t-il donner le coup de balai ? »

Gréger est un simple cheminot élu aux élections municipales d'Orléans sur une liste socialiste.

Ce petit fait divers devrait faire ouvrir l'œil aux quelques ouvriers qui alimentent la chronique du torchon bolchevique sur ce qui se passe dans les boîtes de la région. Et, pour une basse vengeance politique, les dirigeants du P. C. sans se soucier des suites possibles, n'hésitent pas à dévoiler publiquement le nom d'un de leur collaborateur occasionnel, alors qu'ils affirment dans leur canard que l'anonymat est

leur leur idéal, viennent en nombre à la réunion qui aura lieu le samedi 29 juin, à 20 h. 45, bureau de tabac, place de la Mairie, à Drancy.

Même ordre du jour qu'à la dernière réunion.

P. S. — Les camarades n'ayant pu encore liquider les « Flambeaux » sont priés de faire le nécessaire. — D. E.

Livry-Gargan. — Le Groupe se réunira le samedi 22 juin, à 21 heures, salle Coulon, route de Paris.

Le camarade René, continuera son exposé sur : Les Anarchistes devant la Société actuelle.

Groupe Libéraire de Saint-Denis. Tous les camarades seront présents à la réunion du groupe, vendredi 21, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger. Discussion sur l'école du propagandiste.

PROVINCE

Brest. — Les libertaires et sympathisants brestois sont conviés à la réunion du groupe de Brest qui aura lieu le vendredi 28 juin, à la Ma son du Peuple, bureau 7, à 20 h. 30. L'ordre du jour étant très important, nous pensons que les camarades seront nombreux. Nous sommes convaincus que tous ceux qui ont à cœur notre propagande, ne l'ouderont pas à la besogne. — Le secrétaire : Le Laun...

Lezignan. — Les amis et sympathisants de Lezignan et environs pourront se procurer « Le Libéraire » au bureau de tabac Laiffite, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque dimanche. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas, se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Toulouse. — Le Groupe Bien-Etre et Liberté informe tous les camarades et sympathisants que ses réunions ont toujours lieu le samedi, à 21 h., au local du Groupe, rue St-Charles, 43 ter.

Il importe que nous y soyons nombreux ; chacun apportant ses lumières dans les discussions sociales en cours, s'enrichira du point de vue, des arguments des autres, ou renforcera son opinion propre. Voici, à peu près dans l'ordre, les sujets qui seront traités : samedi 22 juin : De l'esprit de Liberté ; samedi 29 juin : De l'esprit d'Egalité ; samedi 6 juillet : De l'esprit de Fraternité ; samedi 13 juillet : De l'exercice de la non violence comme facteur d'émancipation sociale.

Nous ferons ultérieurement, connaître les sujets qui seront traités à la suite des précédents.

Nous voulons attirer l'attention des lecteurs du « Libéraire » à Toulouse voudront bien ne pas manquer ces bonnes occasions de nous éduquer ensemble.

G. d'achats en commun, 43 bis, rue St-Charles. Répartition des denrées tous les soirs, de 6 à 9 h., et les dimanches matins, de 9 à 11 h. Vente de livres, brochures et chansons sociales, à la Librairie sociale, tous les dimanches matin, à St-Sernin, coin de la rue St-Bernard.

garanti à tous leurs correspondants bénévoles qu'ils sollicitent.

Et Pierre Froideval qui signe ce fleilux fillet est un LACHE.

Ceci afin de démontrer une fois de plus la démagogie des dictateurs au petit pied du parti bolchevik — car je n'éprouve nullement le besoin de défendre ni Gréger ni Ferragu, attaqués dans ce même numéro du « Travailleur » ; ils sont assez grands garçons pour se défendre eux-mêmes et ils possèdent les moyens adéquats.

R. X. d'Orléans.

Librairie d'Éditions Sociales

La librairie d'Éditions Sociales, placée sous le contrôle de l'U.A.C.R., est une œuvre dont tous les bénéfices vont à la propagande. Nous engageons donc les camarades et les groupes à y faire tous leurs achats de livres et brochures.

La librairie d'Éditions Sociales se charge de fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, sciences, littérature, question sociale, hygiène, technique professionnelle, ainsi que tous les classiques de langue française.

Rappelons que les abonnés du Libéraire bénéficient d'une remise de 10 % et les groupes et organisations d'avant-garde d'une remise de 20 %.

Les commandes, accompagnées de leur montant, doivent être adressées à N. Fauchier, chèque postal : Paris 1165-55, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

Vient de paraître

A L'OUËT RIEN DE NOUVEAU de l'auteur allemand

Erich-Maria Remarque Traduction Hella et Bournac.

Un livre qui raconte la guerre dans sa poignant réalité.

Prix : 12 francs, franco 13 fr. 25.

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.

Communications Diverses

Groupe Esperantiste Ouvrier. — Lundi 24 juin, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château d'Eau (salle des commissions, 2<sup>e</sup> étage, causerie en espéranto par Fodgo, pri Makne.

PETITE CORRESPONDANCE

Tirone Froudhon. — Abt se termine le 30-6-29. Laveland, veut-il donner de ses nouvelles à Ay.

Chapeland. — Les modifications partiront du prochain numéro, soit le 210.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DETOBL.

Imprimerie spéciale du Libéraire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris